Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 108° — Numero 26

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Lunedì, 30 gennaio 1967

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI	ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio	Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro. Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1966

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 20 dicembre 1966, n. **1253.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione riguardante l'abolizione della legalizzazione di atti pubblici stranieri, adottata a l'Aja il 5 ottobre 1961.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione riguardante l'abolizione della legalizzazione di atti pubblici stranieri, adottata a l'Aja il 5 ottobre 1961.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 11 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 20 dicembre 1966

SARAGAT

MORO — FANFANI — TAVIANI — REALE

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics etrangers

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant supprimer l'exigence de la légalisation diplomatique ou consulaire des actes publics étrangers,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

La présente Convention s'applique aux actes publics qui ont été établis sur le territoire d'un Etat contractant et qui doivent être produits sur le territoire d'un autre Etat contractant.

Sont considérés comme actes publics, au sens de la présente Convention:

a) les documents qui émanent d'une autorité ou d'un fonctionnaire relevant d'une juridiction de l'Etat, y compris ceux qui émanent du ministère public, d'un greffier ou d'un huissier de justice;

b) les documents administratifs;

c) les actes notariés;

d) les déclarations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposées sur un acte sous seing privé.

Toutefois la présente Convention ne s'applique pas:

a) aux documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires;

b) aux documents administratifs ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière.

Article 2

Chacun des Etats contractants dispense de légalisation les actes auxquels s'applique la présente Convention et qui doivent être produits sur son territoire. La légalisation au sens de la présente Convention ne recouvre que la formalité par laquelle les agents diplomatiques ou consulaires du pays sur le territoire duquel l'acte doit être produit attestent la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

Article 3

La seule formalité qui puisse être exigée pour attester la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu, est l'apposition de l'apostille définie à l'article 4, délivrée par l'autorité compétente de l'Etat d'où émane le document.

Toutefois la formalité mentionnée à l'alinéa précédent ne peut être exigée lorsque soit les lois, règlements ou usages en vigueur dans l'Etat où l'acte est produit, soit une entente entre deux ou plusieurs Etats contractants l'écartent, la simplifient ou dispensent l'acte de légalisation.

Article 4

L'apostille prevue à l'article 3, alinéa premier, est apposée sur l'acte lui-même ou sur une allonge; elle doit être conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Toutefois elle peut être rédigée dans la langue officielle de l'autorité qui la délivre. Les mentions qui y figurent peuvent également être données dans une deuxième langue. Le titre « Apostille (Convention de La Haye du 5 octobre 1961) » devra être mentionné en langue française.

Article 5

L'apostille est délivrée à la requête du signataire ou de tout porteur de l'acte.

Dûment remplie, elle atteste la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

La signature, le sceau ou timbre qui figurent sur l'apostille sont dispensés de toute attestation.

Article 6

Chaque Etat contractant désignera les autorités prises ès qualités, auxquelles est attribuée compétence pour délivrer l'apostille prévue à l'article 3, alinéa premier.

Il notifiera cette désignation au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou de sa déclaration d'extension. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

Article 7

Chacune des autorités désignées conformément à l'article 6 doit tenir un registre ou fichier dans lequel elle prend note des apostilles délivrées en indiquant:

a) le numéro d'ordre et la date de l'apostille;

b) le nom du signataire de l'acte public et la qualité en laquelle il a agi, ou, pour les actes non signés, l'indication de l'autorité qui a apposé le sceau ou timbre.

A la demande de tout intéressé l'autorité qui a délivré l'apostille est tenue de vérifier si les inscriptions portées sur l'apostille correspondent à celles du registre ou du fichier.

Article 8

Lorsqu'il existe entre deux ou plusieurs Etats contractants un traité, une convention ou un accord, contenant des dispositions qui soumettent l'attestation de la signature, du sceau ou timbre à certaines formalités, la présente Convention n'y déroge que si lesdites formalités sont plus rigoureuses que celle prévue aux articles 3 et 4.

Article 9

Chaque Etat contractant prendra les mesures nécessaires pour éviter que ses agents diplomatiques ou consulaires ne procèdent à des légalisations dans les cas où la présente Convention en prescrit la dispense.

Article 10

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à celle de l'Irlande, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Turquie.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 11

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 10, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 12

Tout Etat non visé par l'article 10 pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 11, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 15, litt. *d*). Une telle objection sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, entre l'Etat adhérant et les Etats n'ayant pas élevé l'objection contre l'adhésion, le soixantième jour après l'expiration du délai de six mois mentionné à l'alinéa précédent.

Article 13

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, où à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant signé et ratifié la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 11. Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant adhéré à la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 12.

Article 14

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 11, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 15

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 10, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 12:

a) les notifications visées à l'article 6, alinéa 2;

b) les signatures et ratifications visées à l'article 10;

c) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 11, alinéa premier;

d) les adhésions et objections visées à l'article 12 et la date à laquelle les adhésions auront effet;

e) les extensions visées à l'article 13 et la date à laquelle elles auront effet;

f) les dénonciations visées à l'article 14, alinéa 3.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 5 octobre 1961, en français et en anglais, le texte français faisant foi en cas de divergence entre les textes, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'a l'Irlande, à l'Islande, au Liechtenstein et à la Turquie.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
Dr. J. Löns

Pour l'Autriche:
Dr. Georg Afuhs

Pour la Belgique:

Pour le Danemark:

Pour l'Espagne:

Pour la Finlande:

Pour la France:
Etienne Coïdan le 9 octobre 1961

Pour la Grèce:
P. A. Verykios

Pour l'Irlande:

Pour l'Islande:

Pour l'Italie:
Raimondo Giustiniani le 15 décembre 1961
(sous réserve de la ratification)

Pour le Japon:

Pour le Liechtenstein:

Pour le Luxembourg:
J. Kremer

Pour la Norvège:

Pour les Pays-Bas:

Pour le Portugal:

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:
A. N. Noble 19th October 1961

Pour la Suède:

Pour la Suisse:
M. Scherler

Pour la Turquie:

Pour la Yougoslavie:
Rade Lukić
(sous réserve de la ratification)

ANNEXE A LA CONVENTION

Modèle d'apostille

L'apostille aura la forme d'un carré de 9 centimètres de côté au minimum

APOSTILLE
(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. Pays: . . . .
Le présent acte public
2. a été signé par . . . .
3. agissant en qualité de . . . .
4. est revêtu du sceau/timbre de . . . . . .
. . . .

Attesté

5. à . . . . 6. le . . . .
7. par . . . .
. . . .
8. sous N° . . . . .
9. Sceau/timbre: 10. Signature:
. . . .

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
Fanfani

DECRETO MINISTERIALE 10 dicembre 1966.

Restituzione dei prelievi per prodotti del settore riso esportati.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

DI CONCERTO CON

i Ministri per il bilancio, per il tesoro, per l'agricoltura e le foreste, per l'industria ed il commercio e per il commercio con l'estero;

Vista la legge 14 ottobre 1957, n. 1203, con la quale è stato ratificato e reso esecutivo il trattato istitutivo della Comunità Economica Europea;

Vista la legge doganale 25 settembre 1940, n. 1424, ed il relativo regolamento di esecuzione approvato con regio decreto 13 febbraio 1896, n. 65, e successive modificazioni ed aggiunte;

Vista la tariffa dei dazi doganali di importazione approvata con decreto presidenziale 26 giugno 1965, numero 723, e successive modificazioni;

Visti il regolamento n. 16/64 adottato dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea il 5 febbraio 1964, relativo alla graduale attuazione di una organizzazione comune del mercato del riso e i successivi regolamenti di applicazione;

Visto il regolamento n. 101/64 adottato dalla Commissione della Comunità Economica Europea il 28 luglio 1964 e successive modificazioni relativo alle restituzioni alla esportazione di riso e di rotture di riso;

Visto il decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351, convertito, con modificazioni, nella legge 19 febbraio 1965, n. 28, concernente l'applicazione dei prelievi alla importazione di taluni prodotti agricoli e la restituzione di tali prelievi all'esportazone;

Decreta:

Art. 1.

Dal 1° settembre 1966 al 31 dicembre 1966 il rimborso all'esportazione dei prodotti del settore riso, previsto dall'art. 6 del decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351, convertito, con modificazioni, nella legge 19 febbraio 1965, n. 28, è concesso ai seguenti prodotti, nella misura, alle condizioni e per le destinazioni appresso indicate:

a) *Esportazioni verso Belgio, Germania, Olanda e Lussemburgo*:

Numero della tariffa doganale	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Misura del rimborso in lire per quintale netto	
		dal 1° settembre 1966 al 30 novembre 1966	dal 1° dicembre 1966 al 31 dicembre 1966
ex 10.06-A	Riso greggio (non pilato) o risone, escluso il risone da seme .	800	850
ex 10.06-A	Riso semigreggio (non pilato) .	1.000	1.060
ex 10.06-B	Riso semilavorato gruppo 1 . .	1.087	1.160
ex 10.06-B	Riso semilavorato gruppo 2 . .	1.151	1.232
ex 10.06-B	Riso lavorato a fondo gruppo 1	1.165	1.243
ex 10.06-B	Riso lavorato a fondo gruppo 2	1.249	1.336

b) *Esportazioni verso Austria e Svizzera*:

Numero della tariffa doganale	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Misura del rimborso in lire per quintale netto	
		dal 1° settembre 1966 al 30 novembre 1966	dal 1° dicembre 1966 al 31 dicembre 1966
ex 10.06-A	Riso semigreggio (non pilato) .	2.000	2.060
ex 10.06-B	Riso semilavorato gruppo 1 . .	2.424	2.497
ex 10.06-B	Riso semilavorato gruppo 2 . .	2.703	2.784
ex 10.06-B	Riso lavorato a fondo gruppo 1	2.580	2.658
ex 10.06-B	Riso lavorato a fondo gruppo 2	2.899	2.986

c) *Esportazioni verso Paesi non comunitari diversi da quelli indicati al punto* b):

Numero della tariffa doganale	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Misura del rimborso in lire per quintale netto	
		dal 1° settembre 1966 al 30 novembre 1966	dal 1° dicembre 1966 al 31 dicembre 1966
ex 10.06-A	Riso semigreggio (non pilato) .	1.250	1.310
ex 10.06-B	Riso semilavorato gruppo 1 . .	1.515	1.588
ex 10.06-B	Riso semilavorato gruppo 2 . .	1.689	1.770
ex 10.06-B	Riso lavorato a fondo gruppo 1	1.613	1.691
ex 10.06-B	Riso lavorato a fondo gruppo 2	1.811	1.898

d) *Esportazioni per provviste di bordo*:

Numero della tariffa doganale	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Misura del rimborso in lire per quintale netto	
		dal 1° settembre 1966 al 30 novembre 1966	dal 1° dicembre 1966 al 31 dicembre 1966
ex 10.06-B	Riso lavorato a fondo gruppo 1	1.613	1.691
ex 10.06-B	Riso lavorato a fondo gruppo 2	1.811	1.898

Art. 2.

Il rimborso nella misura stabilita nel precedente articolo 1 è concesso al riso sano, mercantile, privo di odore, avente le caratteristiche e le tolleranze massime di difetti di cui all'Allegato I al presente decreto, fatte salve le vigenti disposizioni di legge disciplinanti le caratteristiche e le tolleranze dei risi esportati con il Marchio nazionale.

Per il riso non rispondente ai requisiti di cui al sopracitato Allegato I gli importi di restituzione di cui al precedente art. 1 sono diminuiti conformemente alle indicazioni riportate negli Allegati II e III al presente decreto.

Per l'applicazione dei sopracitati Allegati I, II e III, i grani interi e gli elementi che non sono grani di qualità perfetta, nonchè le varie fasi di trasformazione del riso sono definiti conformemente alle vigenti norme comunitarie.

Per il riso semilavorato e per il riso lavorato a fondo il rimborso va commisurato sul peso netto del prodotto decurtato del peso delle rotture.

Art. 3.

A comprova che le quantità di riso per le quali è concesso il rimborso nella misura stabilita al precedente art. 1, lettera *b*) sono state effettivamente importate nel Paese di destinazione devono essere presentati alla Dogana competente:

un documento di trasporto, vistato dal vettore responsabile, attestante che il prodotto è stato scaricato nel Paese di destinazione;

un documento rilasciato dalla autorità consolare o doganale del Paese destinatario attestante che il prodotto è stato importato in tale Paese.

Art. 4.

Non sono ammessi a rimborso il riso esportato a scarico di temporanee importazioni nonchè il riso esportato nei depositi franchi e nei punti franchi.

Non è ammesso altresì a rimborso il riso contenente più del 15% di rotture. Tuttavia, a decorrere dalla data di pubblicazione del presente decreto e fino al 31 dicembre 1966, è ammesso al rimborso il riso contenente non oltre il 25% di rotture, se esportato verso Paesi extra-europei.

Art. 5.

Il rimborso è accordato sotto l'osservanza delle disposizioni previste dal regolamento per l'esecuzione della legge doganale approvato con regio decreto 13 febbraio 1896, n. 65, e successive modificazioni ed aggiunte, su presentazione della bolletta di esportazione Modello A/55 munita delle attestazioni prescritte comprovanti l'effettiva uscita delle merci dallo Stato.

Il diritto al rimborso si prescrive nel termine di due anni dalla data della bolletta doganale di esportazione ai sensi dell'art. 5 della legge 7 aprile 1898, n. 110.

Art. 6.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 10 dicembre 1966

Il Ministro per le finanze
PRETI

Il Ministro per il bilancio
PIERACCINI

Il Ministro per il tesoro
COLOMBO

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
RESTIVO

Il Ministro per l'industria ed il commercio
ANDREOTTI

Il Ministro per il commercio estero
TOLLOY

ALLEGATO I

Caratteristiche e tolleranze massime di difetti

1) *Risone dei gruppi* 1 *e* 2:

a) tenore massimo di umidità 14,50 %;

b) resa alla lavorazione a fondo:

resa minima in grana intera (comprensiva del 5 % di grani spuntati) del 62 % per il risone del gruppo 1 e del 54 % per il risone del gruppo 2;

tolleranze massime di difetti (escluse le rotture) come per il riso lavorato a fondo.

2) *Riso semigreggio dei gruppi* 1 *e* 2:

a) tenore massimo di umidità 15 %;

b) percentuale totale degli elementi che non sono grani di qualità perfetta:

7 % in peso, per il riso semigreggio del gruppo 1, di cui:
1 % di grani di risone;
3 % di grani rotti;
3 % di grani verdi o che presentano deformità naturali;
0 % di impurità costituite da sostanze estranee.

9 % in peso, per il riso semigreggio del gruppo 2, di cui:
1 % di grani di risone;
3 % di grani rotti;
5 % di grani verdi o che presentano deformità maturali;
0 % di impurità costituite da sostanze estranee

c) resa alla lavorazione a fondo:

resa minima in grana intera (comprensiva del 5 % di grani spuntati) del 77,50 % per il riso semigreggio del gruppo 1 e del 69 % per il riso semigreggio del gruppo 2;

tolleranze massime di difetti (escluse le rotture) come per il riso lavorato a fondo.

3) *Riso semilavorato dei gruppi* 1 *e* 2 *e riso lavorato a fondo dei gruppi* 1 *e* 2:

a) tolleranze massime di difetti:

rotture	0 %
grani spuntati	5 %
grani striati rossi	3 %
grani gessati	3 %
grani vaiolati	1 %
grani macchiati	0,50 %
grani gialli e/o ambrati	0,125 %

ALLEGATO II

Detrazioni (*in lire per quintale*) *per differenze rispetto alle caratteristiche e alle tolleranze massime di cui all'Allegato* I

1) *Risone dei gruppi* 1 *e* 2:

lire 10 per ogni 0,10 % di umidità oltre il 14,50 %;

lire 35 per ogni unità percentuale o frazione di unità percentuale in meno della resa minima in grana intera alla lavorazione a fondo (comprensiva del 5 % di grani spuntati), oltre le detrazioni previste nell'Allegato III per il supero dei difetti rispetto alle tolleranze massime del riso lavorato a fondo.

2) *Riso semigreggio dei gruppi* 1 *e* 2:

lire 12 per ogni 0,10 % di umidità oltre il 15 %;

lire 20 per ogni unità percentuale o frazione di unità percentuale di supero di ciascuna delle tolleranze massime degli elementi che non sono grani di qualità perfetta di cui al punto 2, lettera *b*) dell'Allegato I;

lire 35 per ogni unità percentuale o frazione di unità percentuale in meno della resa minima in grana intera alla lavorazione a fondo (comprensiva del 5 % di grani spuntati), oltre le detrazioni previste nell'Allegato III per il supero dei difetti rispetto alle tolleranze massime del riso lavorato a fondo.

3) *Riso semilavorato dei gruppi* 1 *e* 2 *e riso lavorato a fondo dei gruppi* 1 *e* 2:

Per il supero dei difetti rispetto alle tolleranze massime stabilite nell'Allegato I, si applicano le detrazioni previste nell'Allegato III.

ALLEGATO III

Detrazioni (in lire per quintale) da applicarsi alle restituzioni, per ciascun difetto				Percentuale dei difetti sul riso lavorato a fondo													
Risone	Riso semi-greggio	Riso semi-lavorato	Riso lavorato a fondo	Spuntati		Striati rossi		Gessati		Vaiolati		Macchiati		Ambrati		Gialli	
				da	a	da	a	da	a	da	a	da	a	da	a	da	a
0	0	0	0	0	5	0	3	0	3	0	1	0	0,50	0	0,125	0	0,125
24	30	36	39	5,01	6 —	3,01	5 —	3,01	3,40	1,01	1,40	0,51	0,70	0,126	0,325		
48	60	73	77	6,01	7 —	5,01	7 —	3,41	3,80	1,41	1,80	0,71	0,90	0,326	0,525		
72	90	109	116	7,01	8 —	7,01	9 —	3,81	4,20	1,81	2,20	0,91	1,10	0,526	0,725		
96	120	145	155	8,01	9 —	9,01	11 —	4,21	4,60	2,21	2,60	1,11	1,30	0,726	0,925		
120	150	182	194	9,01	10 —	11,01	13 —	4,61	5 —	2,61	3 —	1,31	1,50	0,926	1,125	0,126	0,175
144	180	218	232	10,01	11 —	13,01	15 —	5,01	5,30	3,01	3,30	1,51	1,60	1,126	1,225		
168	210	255	271	11,01	12 —	15,01	17 —	5,31	5,60	3,31	3,60	1,61	1,70	1,226	1,325		
192	240	291	310	12,01	13 —	17,01	19 —	5,61	5,90	3,61	3,90	1,71	1,80	1,326	1,425	0,176	0,225
216	270	327	348	13,01	14 —	19,01	21 —	5,91	6,20	3,91	4,20	1,81	1,90	1,426	1,525		
240	300	364	387	14,01	15 —	21,01	23 —	6,21	6,50	4,21	4,50	1,91	2 —	1,526	1,625		
264	330	400	426	15,01	16 —	23,01	25 —	6,51	6,80	4,51	4,80	2,01	2,10	1,626	1,725	0,226	0,275
288	360	436	464	16,01	17 —	25,01	27 —	6,81	7,10	4,81	5,10	2,11	2,20	1,726	1,825		
312	390	473	503	17,01	18 —	27,01	29 —	7,11	7,40	5,11	5,40	2,21	2,30	1,826	1,925		
336	420	509	542	18,01	19 —	29,01	31 —	7,41	7,70	5,41	5,70	2,31	2,40	1,926	2,025	0,276	0,325
360	450	545	581	19,01	20 —	31,01	33 —	7,71	8 —	5,71	6 —	2,41	2,50	2,026	2,125		
384	480	582	619	20,01	21 —	33,01	35 —	8,01	8,30	6,01	6,30	2,51	2,60	2,126	2,225		
408	510	618	658	21,01	22 —	35,01	37 —	8,31	8,60	6,31	6,60	2,61	2,70	2,226	2,325	0,326	0,375
+40	+50	+61	+65	ogni 1 % in più		ogni 2 % in più		ogni 0,30 % in più		ogni 0,30 % in più		ogni 0,10 % in più		ogni 0,10 % in più		ogni 0,05 % in più	

(830)

DECRETO MINISTERIALE 30 dicembre 1966.

Dichiarazione di esecutività della mappa contemplante una prima parte delle limitazioni alle costruzioni ed impianti in vicinanza dell'aeroporto di Pisa-S. Giusto.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto l'atto notificato in data 14 luglio 1966, proposto dalle signore Lidia Simoneschi, nata a Pisa l'11 luglio 1908 e Laura Simoneschi, nata a Pisa il 19 giugno 1910, entrambe residenti a Pisa, via Renato Fucini n. 49, proprietarie degli immobili accatastati al foglio n. 46 - mappali 678, 700, 717, 718, 719, 617, 1070, 619, 712; foglio n. 55 - mappali 80, 186, 188; foglio n. 56 - mappali 72, 228, 229, del catasto terreni di Pisa;

Atto di opposizione alla mappa determinante parte della zona soggetta a limitazioni relativa all'aeroporto di Pisa-S. Giusto, e al decreto ministeriale 13 novembre 1964, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, n. 298 del 2 dicembre 1964, con il quale sono state determinate, per l'aeroporto stesso, le caratteristiche previste dall'art. 714-*bis* del Codice della navigazione;

Visto l'atto notificato in data 14 luglio 1966, proposto dal sig. Mariani ing. Dino, nato a Pisa il 29 giugno 1897, residente a Pisa, corso Italia n. 45, proprietario di immobili compresi nelle aree limitrofe all'aeroporto di Pisa-S. Giusto; per le quali sono previste limitazioni;

Atto di opposizione alla mappa determinante parte della zona soggetta alle limitazioni stesse e al decreto ministeriale 13 novembre 1964, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, n. 298 del 2 dicembre 1964, con il quale sono state determinate, per l'aeroporto di Pisa-S. Giusto, le caratteristiche previste dall'articolo 714-*bis* del Codice della navigazione;

Visto il regio decreto 30 marzo 1942, n. 327, che approva il testo definitivo del Codice della navigazione;

Vista la legge 4 febbraio 1963, n. 58, che apporta modifiche ed aggiunte agli articoli dal 714 al 717 del Codice della navigazione;

Visto il decreto ministeriale 13 novembre 1964, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, n. 298 del 2 dicembre 1964;

Ritenuta la propria competenza ai sensi ed effetti dell'art. 715-*quater* della citata legge 4 febbraio 1963, n. 58;

Ritenuto che il presente provvedimento è emesso ai soli fini della applicazione dell'ultimo comma del citato art. 715-*quater*, fermi restando, ai fini del decorso del termine per ogni effetto di legge, i diritti degli interessati acquisiti dalla data di pubblicazione del presente decreto;

Vista la mappa pubblicata all'albo pretorio del comune di Pisa, dal 17 maggio 1966 al 15 luglio 1966, determinante una prima parte delle limitazioni contemplate dalla legge 4 febbraio 1963, n. 58;

Osservato:

1) che nel caso di specie le limitazioni imposte a carico delle proprietà private rispondono ai criteri dettati dalla legge 4 febbraio 1963, n. 58, in quanto le proprietà stesse ricadono all'interno delle aree soggette alle limitazioni contemplate dal primo capoverso dell'art. 715-*bis* e dal penultimo capoverso dell'art. 715 della stessa legge;

Nè può valere l'addurre la presenza di altri fabbricati nelle zone interessate, in quanto le limitazioni sono previste dalla legge indipendentemente dagli ostacoli alla navigazione, già esistenti;

2) che ai proprietari dei fondi vincolati è dovuta indennità soltanto nei casi in cui l'imposizione del vincolo comporti l'abbattimento di ostacoli alla navigazione aerea esistenti alla data di emanazione del decreto ministeriale previsto dal secondo comma dell'art. 715-*quater* della legge citata, e non anche nei casi in cui il vincolo consista in semplici limitazioni;

Decreta:

Art. 1.

Sono respinte le opposizioni proposte dalle signore Lidia e Laura Simoneschi e dal sig. Mariani ing. Dino.

Art. 2.

La mappa anzidetta delle aree assoggettate a limitazioni delle costruzioni ed impianti, in vicinanza dello aeroporto di Pisa-S. Giusto, è escecutiva, con annotazione apposta dall'ufficio competente sulla stessa mappa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 dicembre 1966

Il Ministro: TREMELLONI

(746)

DECRETO MINISTERIALE 9 gennaio 1967.
Prezzi di vendita del sale all'industria.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la legge 17 luglio 1942, n. 907 sul monopolio dei sali e dei tabacchi, e successive modifiche;

Vista la legge 5 luglio 1966, n. 519, articoli 1 e 5 che autorizza l'Amministrazione dei monopoli a vendere il sale in esenzione da imposta alle industrie sempre quando detto sale, attraverso processi industriali, non rimanga comunque incorporato in prodotti atti ad essere impiegati nell'alimentazione umana;

Dovendosi procedere alla determinazione dei prezzi di vendita dei sali all'industria;

Sentito il Consiglio d'amministrazione dei monopoli di Stato;

Decreta:

Articolo unico

I prezzi di vendita del sale per gli usi industriali nei quali il sale stesso non resta incorporato in prodotti atti ad essere impiegati nell'alimentazione umana, nonchè per uso diserbante e disgelo sono i seguenti:

1) SALE PER USO INDUSTRIALE NON DENATURATO - FRANCO BORDO, VAGONE O AUTOMEZZO PARTENZA - ALLA RINFUSA:

a) *presso la salina di Margherita di Savoia* (sale comune):

lire 320 al quintale per quantitativi annui fino a 200.000 quintali;

lire 300 al quintale per quantitativi annui superiori a 200.000 quintali e fino a 500.000 quintali - per l'intero quantitativo;

lire 280 al quintale per quantitativi annui superiori a 500.000 quintali - per l'intero quantitativo;

b) *presso le saline della Sardegna* (sale comune):

lire 280 al quintale per quantitativi annui fino a 200.000 quintali;

lire 260 al quintale per quantitativi annui superiori a 200.000 quintali e fino a 500.000 quintali - per l'intero quantitativo;

lire 240 al quintale per quantitativi annui superiori a 500.000 quintali - per l'intero quantitativo;

c) *presso la salina di Volterra* (sale d'ebollizione non essiccato):

lire 750 al quintale per quantitativi annui fino a 200.000 quintali;

lire 730 al quintale per quantitativi annui superiori a 200.000 quintali - per l'intero quantitativo;

d) *presso le saline di Cervia, Comacchio e Tarquinia* (sale comune):

lire 550 al quintale;

e) *presso i depositi costieri di Genova-Sampierdarena e Venezia-Porto Marghera* (sale comune):

lire 550 al quintale.

I prezzi di cui sopra si riferiscono ad acquisti minimi di 150 quintali. Per acquisti inferiori a 150 quintali i prezzi anzidetti vanno maggiorati di lire 30 al quintale.

2) SALE PER USO INDUSTRIALE DENATURATO - SALE DENATURATO PER USO DISERBANTE E DISGELO - FRANCO BORDO, VAGONE O AUTOMEZZO PARTENZA - ALLA RINFUSA:

a) *presso la salina di Margherita di Savoia* (sale comune):

lire 370 al quintale per quantitativi annui fino a 200.000 quintali;

lire 350 al quintale per quantitativi annui superiori a 200.000 quintali e fino a 500.000 quintali - per l'intero quantitativo;

lire 330 al quintale per quantitativi annui superiori a 500.000 quintali - per l'intero quantitativo;

b) *presso le saline della Sardegna* (sale comune):

lire 330 al quintale per quantitativi annui fino a 200.000 quintali;

lire 310 al quintale per quantitativi annui superiori a 200.000 quintali e fino a 500.000 quintali - per l'intero quantitativo;

lire 290 al quintale per quantitativi annui superiori a 500.000 quintali per l'intero quantitativo;

c) *presso la salina di Volterra* (sale d'ebollizione non essiccato):

lire 800 al quintale per quantitativi annui fino a 200.000 quintali;

lire 780 al quintale per quantitativi annui superiori a 200.000 quintali - per l'intero quantitativo;

d) *presso le saline di Cervia, Comacchio e Tarquinia* (sale comune):

lire 600 al quintale;

e) *presso i depositi costieri di Genova-Sampierdarena, Venezia-Porto Marghera e presso il deposito tabacchi greggi di Tortona* (sale comune):

lire 600 al quintale;

f) *presso i depositi e magazzini vendita* (sale comune):

lire 1.700 al quintale.

I prezzi di cui alle lettere a), b), c), d), e), si riferiscono ad acquisti minimi di 150 quintali. Per acquisti inferiori a 150 quintali i prezzi anzidetti vanno maggiorati di lire 30 al quintale.

Il prezzo di cui alla lettera f) si riferisce a sale denaturato - franco bilancia - alla rinfusa.

3) SALE PASTORIZIO COMPLESSO - FRANCO BORDO, VAGONE O AUTOMEZZO PARTENZA IN SACCHI DA KG. 50 A PERDERE:

a) *presso la salina di Margherita di Savoia*:
lire 2.250 al quintale;

b) *presso i depositi e magazzini vendita*:
lire 3.000 al quintale.

Il prezzo di cui alla lettera a) si riferisce ad acquisti minimi di 150 quintali. Per acquisti inferiori a 150 quintali il prezzo anzidetto va maggiorato di lire 30 al quintale.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 9 gennaio 1967

Il Ministro: PRETI

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 gennaio 1967
Registro n. 1 Monopoli, foglio n. 173

(950)

DECRETO MINISTERIALE 12 gennaio 1967.

Protezione temporanea delle invenzioni, modelli e marchi relativi ad oggetti esposti nella « XIV Mostra internazionale avicola », in Varese.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali e dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la legge 1° luglio 1959, n. 514;

Vista la domanda inoltrata dal presidente dell'Ente organizzatore dell'esposizione;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « XIV Mostra internazionale avicola » che avrà luogo a Varese dal 1° al 5 giugno 1967 godranno della protezione temporanea stabilita dai decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti per invenzioni, modelli e marchi.

Roma, addì 12 gennaio 1967

p. *Il Ministro*: MEZZA

(699)

DECRETO MINISTERIALE 12 gennaio 1967.

Protezione temporanea delle invenzioni, modelli e marchi relativi ad oggetti esposti nella « XXII Fiera del Mediterraneo - Campionaria internazionale », in Palermo.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali e dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la legge 1° luglio 1959, n. 514;

Vista la domanda inoltrata dal presidente dell'Ente organizzatore dell'esposizione;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « XXII Fiera del Mediterraneo - Campionaria internazionale » che avrà luogo a Palermo dal 27 maggio all'11 giugno 1967 godranno della protezione temporanea stabilita dai decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti per invenzioni, modelli e marchi.

Roma, addì 12 gennaio 1967

p. *Il Ministro*: MEZZA

(698)

DECRETO MINISTERIALE 14 gennaio 1967.

Nomina dei revisori ufficiali dei conti per la 2ª sessione ordinaria del 1965.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto l'art. 11 del regio decreto-legge 24 luglio 1936, n. 1548, convertito, con modificazioni, nella legge 3 aprile 1937, n. 517;

Viste le proposte rassegnate per la seconda sessione ordinaria del 1965 della Commissione centrale, istituita a norma dello stesso art. 11, nominata con decreto ministeriale 12 maggio 1950, confermata con altro decreto 16 luglio 1955 e rinnovata con decreto ministeriale 1° luglio 1965, registrato alla Corte dei conti il 4 agosto 1965;

Decreta:

Sono nominati revisori ufficiali dei conti gli aspiranti di cui all'elenco allegato.

Roma, addì 14 gennaio 1967

Il Ministro: REALE

Elenco nominativo dei revisori ufficiali dei conti relativo alla 2ª sessione 1965

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
1. Albanese Vito	23- 1-1905	Bari	Roma	Albo dei dottori commercialisti
2. Albano Mario	18- 6-1906	Pistoia	Portogruaro	Albo dei ragionieri
3. Alberghini Arrigo	4- 9-1907	Vicenza	Milano	Albo dei dottori commercialisti
4. Alfano Leonardo	22- 9-1909	Bisacquino	Milano	Non iscritto
5. Allegri Giorgio	15- 1-1928	Torino	Torino	Albo dei ragionieri
6. Allievo Tullio	25- 4-1933	Torino	Caprie (Condove)	Albo dei dottori commercialisti
7. Altini Carlo	28- 5-1929	S. Miniato	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
8. Andreani Erson	10- 7-1920	Porporana di Ferrara	Ferrara	Non iscritto
9. Andreotti Luigi	21- 2-1902	Trento	Roma	Albo degli avvocati
10. Angileri Giuseppe	20- 4-1908	Marsala	Marsala	Albo dei dottori commercialisti
11. Antro Erasmo	16- 1-1914	Gioia del Colle	Bari	Albo dei dottori commercialisti
12. Anversa Luigi	21- 2-1913	Castelnuovo Scrivia	Tortona	Albo dei ragionieri
13. Asciolla Pasquale	22- 8-1909	Sessa Aurunca	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
14. Astarita Adriano	10- 4-1911	Sorrento	Roma	Non iscritto
15. Astori Chiaffredo	25- 2-1929	Alessandria	Alessandria	Albo dei dottori commercialisti
16. Baccelli Mario	7- 3-1926	Lucca	Genova	Albo dei dottori commercialisti
17. Bader Heinz Erich	29-11-1923	Vienna	Roma	Non iscritto
18. Baldasseroni Luciano	28-10-1924	Pisa	Livorno	Albo dei dottori commercialisti
19. Baldissera Ottorino	26- 5-1908	Gemona del Friuli	Roma	Non iscritto
20. Banci Giovanni	27- 3-1910	Milano	Milano	Non iscritto
21. Banfi Enrico	14- 1-1911	Vimercate	Milano	Non iscritto
22. Barattini Bruno	13-10-1902	Pietrasanta (Lucca)	Pietrasanta	Albo dei ragionieri
23. Barbi Alberto	18- 7-1930	Torino	Torino	Albo dei ragionieri
24. Barbi Ermete	28- 8-1899	Concordia sulla Secchia	Torino	Albo dei dottori commercialisti
25. Barbier Manolo Silvano	26-10-1927	Pinerolo	Torino	Albo dei dottori commercialisti
26. Bartalini Flavio	22- 6-1913	Genova	Alassio	Albo dei dottori commercialisti
27. Bassoli Giuseppe	5- 7-1924	Concordia sulla Secchia	Milano	Albo degli avvocati
28. Battista Giovanni	27-11-1924	Casarano	Napoli	Albo dei ragionieri
29. Becchi Agide	1- 8-1905	Boretto	R. Emilia	Albo dei dottori commercialisti
30. Bedoni Lorenzo	10- 8-1925	Modena	Modena	Albo dei dottori commercialisti
31. Bellini Giovanni	8- 9-1918	Domodossola	Domodossola	Albo dei dottori commercialisti
32. Benini Luciano	2- 7-1916	Firenze	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
33. Berardi Alvaro	5-11-1912	Roma	Roma	Albo dei ragionieri
34. Bergometti Ferdinando	14- 4-1910	Bergamo	Milano	Non iscritto
35. Berlanda Italo	23- 7-1922	Trento	Milano	Albo dei ragionieri
36. Bermani Enrico	28- 6-1918	Sala Comacina	Milano	Albo dei dottori commercialisti
37. Berta Elisabetta	30- 7-1935	Caselle Torinese	Caselle Torinese	Albo dei dottori commercialisti
38. Bertolino Filippo	14- 4-1906	Asti	Asti	Albo dei dottori commercialisti
39. Bertolli Modesto	28-11-1916	Spino d'Adda	Milano	Albo dei ragionieri
40. Bianchi Renato	24- 6-1928	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
41. Bianchini Edoardo	2- 2-1917	Rapolano Terme	Napoli	Non iscritto
42. Biasini Giovanni	12- 7-1902	Montefiorino	Sassuolo	Albo dei ragionieri
43. Bica Antonino	1- 1-1921	Napoli	Milano	Albo dei dottori commercialisti
44. Bobbioni Virginio	5- 4-1905	Langhirano	Brescia	Non iscritto
45. Bobone Rodolfo	16- 4-1908	S. Remo	S. Remo	Albo dei dottori commercialisti
46. Bocchiola Luigi	22- 7-1913	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
47. Boiardi Marcello	25- 9-1915	R. Emilia	R. Emilia	Albo dei dottori commercialisti
48. Bologna Guido	24- 1-1915	Asti	Milano	Albo dei dottori commercialisti
49. Bonetti Tullio	22-10-1910	Buie d'Istria	Venezia	Albo dei dottori commercialisti
50. Bonuglia Fernando	21- 9-1909	Olevano Romano	Roma	Non iscritto
51. Borla Mauro	16- 3-1921	Ivrea	Ivrea	Albo dei dottori commercialisti
52. Borlandelli Giovanni Battista	5- 5-1917	Genova	Genova	Albo dei ragionieri
53. Bortolussi Antonio	6- 7-1913	Gruaro	Portogruaro	Albo dei dottori commercialisti
54. Bossi Ermanno	7- 6-1907	Pola	Trieste	Albo dei dottori commercialisti
55. Bottacchi Roberto	20- 8-1926	Cannero Riviera	Milano	Albo dei dottori commercialisti

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
56. Bracaglia Francesco	13- 1-1912	Frosinone	Roma	Non iscritto
57. Brambilla Gianluigi	2-11-1930	Sovico	Sovico	Albo dei dottori commercialisti
58. Bravi Emilia	26- 2-1931	Dovera	Rivolta d'Adda	Albo dei ragionieri
59. Brazzola Giovanni	31- 8-1916	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
60. Brembati Aldo	14- 8-1917	Gavirate	Brescia	Albo dei ragionieri
61. Brienza-Cavallo Gennaro Francesco	18-11-1926	Potenza	Milano	Albo degli avvocati
62. Brondi Carlo	13-10-1910	Ferrara	Brescia	Albo dei dottori commercialisti
63. Bruni Giuseppe	29- 8-1934	Lecco	Verona	Albo dei dottori commercialisti
64. Caccia Giulio	25- 6-1925	Milano	Milano	Albo degli avvocati
65. Caivano Massimo	2- 2-1933	Firenze	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
66. Caldirola Girolamo	2- 5-1897	Gorgonzola	Decollatura	Non iscritto
67. Calleri Andrea	15- 6-1935	Mondovì	Pamparato	Albo dei dottori commercialisti
68. Calvo Marcello	13- 2-1917	Napoli	Napoli	Non iscritto
69. Camerano Roberto	16- 2-1894	Roma	Roma	Non iscritto
70. Camoni Felice	24- 5-1915	Pontenure	Milano	Albo dei dottori commercialisti
71. Canepa Aldo	22- 4-1926	Genova Pegli	Genova Pegli	Albo dei ragionieri
72. Canonica Agostino	12- 8-1910	Torino	Torino	Albo dei dottori commercialisti
73. Cantoni Alessandro	12- 6-1908	Milano	Milano	Non iscritto
74. Canuto Ermanno	4- 8-1932	Domodossola	Domodossola	Albo dei dottori commercialisti
75. Capanna Alberto	8- 7-1910	Tortoreto	Roma	Non iscritto
76. Cappiello Gustavo	17- 9-1900	Rionero in Vulture	Milano	Albo dei dottori commercialisti
77. Capra Pierangelo	16- 2-1937	Monza	Monza	Albo dei ragionieri
78. Caputo Domenico	9- 8-1914	Napoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
79. Caramanti Vincenzo	9- 4-1927	Mantova	Bergamo	Albo dei dottori commercialisti
80. Carbonchi Giuseppe	4-12-1913	Piacenza	Milano	Non iscritto
81. Carmagnola Mario	22- 9-1926	Torino	Torino	Albo dei dottori commercialisti
82. Caruso Salvatore	1- 7-1935	Bologna	Bologna	Albo dei ragionieri
83. Caruso Umberto	4- 4-1896	Bari	Milano	Non iscritto
84. Casalgrandi Guido	4- 2-1902	Modena	Milano	Non iscritto
85. Cassinerio Lorenzo	20- 7-1912	Ferno (Varese)	Ferno	Albo dei ragionieri
86. Castelli Luciano	15-10-1911	Siziano	Roma	Non iscritto
87. Castoldi Carlo	24- 6-1911	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
88. Caterina Gabriele	19-11-1936	Roma	Roma	Albo dei ragionieri
89. Cavallari Gabriele	6-12-1925	Ancona	Roma	Albo dei dottori commercialisti
90. Cavallo Bernardo	19-11-1922	Castelnuovo Don Bosco	Torino	Albo dei dottori commercialisti
91. Cavuoto Pellegrino	17- 7-1932	Benevento	Benevento	Albo dei ragionieri
92. Cea Rocco	24- 5-1919	Bari	Bari	Albo dei dottori commercialisti Elenco speciale
93. Ceccarelli Claudio	19- 1-1928	Roma	Fabriano	Albo dei dottori commercialisti
94. Cecchi Ugo	5- 6-1923	Firenze	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
95. Cecchini Mario	7- 7-1932	Pietrasanta	Massa	Non iscritto
96. Cerutti Francesco	31- 8-1908	Pavone del Mella	Brescia	Albo dei ragionieri - Elenco speciale
97. Ceseri Aldo	24- 7-1912	Firenze	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
98. Cetroni Giorgio	12- 8-1929	Roma	Roma	Albo dei ragionieri
99. Chiaretti Morgaro	13- 7-1900	Grosseto	Grosseto	Albo dei dottori commercialisti
100. Chimenti Domenico	6-10-1906	Rota Greca	Roma	Albo dei dottori commercialisti
101. Ciappa Serafino	18- 5-1914	Napoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
102. Cioccetti Urbano	26-11-1905	Roma	Roma	Non iscritto
103. Cocconi Mario	20- 4-1904	R. Emilia	Montecchio Emilia	Non iscritto
104. Codevilla Pietro	31- 7-1926	Voghera	Voghera	Albo dei dottori commercialisti
105. Colli Pietro	21-11-1922	Novara	Novara	Non iscritto
106. Comes Carmelo	2- 3-1909	Catania	Roma	Non iscritto
107. Concini Lodovico	12- 7-1908	Conegliano	Conegliano	Albo dei ragionieri
108. Confalonieri Antonio	12- 2-1922	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
109. Consonni Luigi	9-10-1901	Arluno	Milano	Non iscritto
110. Corato Sirio	16- 5-1922	Verona	Milano	Albo dei dottori commercialisti
111. Cordella Angelo Maria	29- 1-1924	Urbino	Urbino	Albo dei ragionieri

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
112. Cordova Giuseppe	1- 1-1924	Sciacca	Venezia	Albo degli avvocati
113. Corridori Gianfranco	10- 9-1929	Palazzolo sull'Oglio	Milano	Albo dei dottori commercialisti
114. Cossu Antonio	12-10-1922	Sassari	Roma	Albo degli avvocati
115. Costaguta Angelo	23- 1-1913	Genova	Busalla	Albo dei dottori commercialisti
116. Cozzi Vincenzo	19- 2-1899	Firenze	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
117. Crusca Alberto	9- 9-1926	Gattico	Milano	Non iscritto
118. Da Fano Ivo	4-12-1902	Firenze	Torino	Non iscritto
119. D'Agnano Vincenzo	15- 5-1922	S. Vito dei Normanni	S. Vito dei Normanni	Albo dei dottori commercialisti
120. Dal Co' Luigi	17- 7-1912	Modena	Modena	Albo dei dottori commercialisti
121. D'Alessio Vincenzo Paolo	30-10-1911	Bovino	Roma	Albo degli avvocati
122. D'Alvise Gino	12- 1-1896	Padova	Montebelluna	Albo degli ingegneri
123. De Biasi Vincenzo	1- 6-1923	Bandung (Indonesia)	Milano	Albo dei dottori commercialisti
124. De Castiglioni Gian Carlo	11- 5-1914	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
125. De Crescenzio Tommaso	19- 3-1911	Terlizzi	Altamura	Non iscritto
126. Della Rosa Angelo	18- 8-1914	Gallarate	Milano	Non iscritto
127. Della Volpe Pietro	22- 9-1917	Aversa	Aversa	Albo dei dottori commercialisti
128. Dell'Omo Renzo	1-11-1912	Pisa	Pisa	Albo dei ragionieri
129. Del Noce Luciano	9- 9-1897	Napoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
130. De Lucchi Enrico	13- 9 1899	Sestri-Ponente Genova	Genova	Albo dei ragionieri
131. De Nardo Alessandro	6- 3-1929	Manzano	Pagnacco	Albo dei dottori commercialisti
132. de Rosa de Leo Antonio	25-12-1899	Taranto	Roma	Albo dei dottori commercialisti
133. Di Ganci Francesco	9- 2-1927	Riesi (Caltanissetta)	R. Emilia	Albo dei ragionieri
134. Di Renzo Germano	23-10-1907	Villa S. Maria	Roma	Albo dei dottori commercialisti
135. Dorati Alessandro	8- 1-1913	Caprarola	Roma	Albo dei dottori commercialisti Elenco speciale
136. Evangelisti Cesare	2- 7-1916	Bologna	Bologna	Non iscritto
137. Fabbri Alfo detto Alfio	25-10-1910	Porto Maggiore	Ferrara	Albo dei ragionieri
138. Fabiano Nicola	4- 6-1923	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
139. Falabella Roberto	4- 1-1936	Vibo Valentia	Roma	Albo dei ragionieri
140. Falchetto Vendramino	4-10-1905	Camaiore	Milano	Albo dei dottori commercialisti
141. Falco Giovanni	30- 5-1905	Cuneo	Cuneo	Albo dei dottori commercialisti
142. Fancelli Valentino	9- 5-1881	Roma	Roma	Albo dei ragionieri
143. Fanelli Ugbaldo	6-11-1889	Gallipoli	Roma	Albo dei dottori commercialisti
144. Fava Felicino Elio	11- 6-1923	Toscolano sul Garda	Monza	Albo dei dottori commercialisti
145. Favalli Luigi	31- 1-1910	Milano	Milano	Non iscritto
146. Favaro Pier Celestino	22- 9-1901	Camino	Parma	Non iscritto
147. Fedele Francesco	22- 7-1922	Brentino-Belluno	Roma	Albo dei ragionieri
148. Ferrarese Ruggiero	2- 3-1903	Bisceglie	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
149. Ferrari Giorgio	29- 8-1931	Verona	Verona	Albo dei dottori commercialisti
150. Ferrari Giorgio	12- 6-1932	Milano	Milano	Albo degli avvocati
151. Ferrari Riccardo	26 6-1922	Crevalcore	Bologna	Albo dei ragionieri
152. Ferrario Angelo	13-10-1934	Monza	Monza	Albo dei ragionieri
153. Ferraris Lodovico	19- 5-1901	Mombaruzzo	Milano	Non iscritto
154. Ferraris Mario	6- 1-1910	Genova-Bolzaneto	Genova	Non iscritto
155. Ferretti Aldo	24- 7-1923	Civitavecchia	Roma	Albo degli avvocati
156. Ferrero Cesare	2-11-1936	Torino	Torino	Albo dei ragionieri e dottori commercialisti
157. Filippini Francesco	11- 2-1921	Foligno	Roma	Non iscritto
158. Finollo Giorgio	16- 6-1937	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
159. Foglio-Bonda Luciano	14- 1-1933	Biella	Biella	Albo dei dottori commercialisti
160. Fontecedro Pietro	26-11-1919	Viterbo	Viterbo	Albo dei dottori commercialisti
161. Forestieri Antonino	7- 6-1926	Palermo	Palermo	Albo degli avvocati
162. Forni Luigi	17- 4-1901	Campospinoso	Broni (Pavia)	Albo dei ragionieri
163. Forni Steno	30-10-1923	S. Giovanni in Persiceto	Bologna	Albo dei dottori commercialisti
164. Fosco Carlo Alberto	13- 9-1909	Roma	Roma	Non iscritto

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
165. Fossati Giorgio	19- 6-1934	Torino	Voghera	Albo dei ragionieri
166. Franchetto Francesco Antonio	21- 5-1924	Ivrea	Ivrea	Albo dei dottori commercialisti
167. Frausin Pietro	11- 9-1893	Trieste	Trieste	Albo degli ingegneri
168. Frejaville Mario	16- 3-1909	Cerignola	Foggia	Albo dei dottori commercialisti
169. Frigo Angelo	19- 1-1916	Cornedo Vicentino	Milano	Albo dei dottori commercialisti
170. Gagliardi Mauro	26- 9-1919	Casale Monferrato	Vercelli	Albo dei dottori commercialisti
171. Galantino Teodoro	24-10-1902	Spinazzola	Matera	Albo dei dottori commercialisti
172. Galligani Ugo	26-12-1908	Pistoia	Pistoia	Albo dei dottori commercialisti
173. Gambaro Francesco	4-10-1927	Genova	Milano	Albo dei dottori commercialisti
174. Ganadu Lorenzo Pietro	30- 8-1920	Sassari	Sassari	Albo degli avvocati
175. Garagiola Carlo	5-10-1896	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
176. Garavaglia Giuseppe	12-10-1936	Busto Arsizio	Busto Arsizio	Albo dei ragionieri
177. Garbarino Taddeo	25- 4-1906	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti
178. Gardini Sergio	2-11-1926	Cuneo	Cuneo	Albo dei dottori commercialisti
179. Gargano Euriele	3- 2-1918	Roma	Roma	Non iscritto
180. Garsia Francesco	3- 4-1922	Augusta	Augusta	Non iscritto
181. Gatti Elio	7- 8-1913	Rebbio-Como	Como	Non iscritto
182. Gattoni Enrico	18- 6-1909	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti
183. Gaviraghi Alfredo	1- 1-1905	Firenze	Firenze	Albo dei ragionieri
184. Gazzillo Nicola	10- 4-1909	Casagiove	Caserta	Albo dei dottori commercialisti
185. Genisio Eugenio	12- 3-1937	Pratiglione	Pratiglione	Albo dei ragionieri
186. Gennarelli Emilio	6- 2-1929	Napoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
187. Ghiringhelli Angelo	8-10-1923	Castronno	Milano	Non iscritto
188. Giardini Giuseppe	5 2-1923	Sona	Verona	Non iscritto
189. Giarola Armando	1- 8-1921	Roverchiara	Verona	Non iscritto
190. Ginanneschi Aldo	30-11-1906	Arcidosso	Grosseto	Albo dei ragionieri
191. Giolo Armando	15- 6-1920	Rovigo	Rovigo	Albo dei dottori commercialisti
192. Giovanelli Enrico	10-11-1887	Roma	Roma	Non iscritto
193. Giuliani-Ricci Euclide	14- 6-1909	Forlì	Roma	Albo dei dottori agronomi
194. Gnocchi Armando	19- 7-1912	Gallarate	Gallarate	Albo dei dottori commercialisti
195. Gozzi Renato	5- 8-1919	Brescia	Chiavari	Albo dei dottori commercialisti
196. Gradellini Guido	27- 8-1906	Albinea	Milano	Albo dei dottori commercialisti
197. Granata Luigi	2- 2-1904	Napoli	Napoli	Non iscritto
198. Graneris Enrico	29- 6-1925	Savigliano	Savigliano	Albo dei procuratori legali
199. Gratzer Carlo	17- 2-1901	Trieste	Trieste	Albo dei ragionieri
200. Grilli di Cortona Goffredo	9-12-1915	Verona	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
201. Guadagni Claudio	14- 5-1923	Roma	Villaricca	Albo degli avvocati
202. Guerra Giovanni	30- 5-1919	S. Pietro di Morubio	Verona	Albo degli avvocati
203. Guglielmina Luciano	7- 7-1926	Torino	Torino	Albo dei dottori commercialisti
204. Gusmitta Pier Luigi	1- 8-1908	Pescia	Milano	Non iscritto
205. Hyerace Mario	4- 1-1903	Salerno	Napoli	Non iscritto
206. Iannicelli Antonio	10-11-1909	Napoli	Milano	Non iscritto
207. Impallomeni Francesco Paolo	22-10-1929	Palermo	Palermo	Albo dei ragionieri
208. Irolli Mario	2- 7-1905	Napoli	Napoli	Non iscritto
209. Jeva Luigi	7- 1-1921	Andria	Modena	Albo degli avvocati
210. La Cascia Tommaso	1- 1-1909	Salemi	Roma	Non iscritto
211. Lanari Pacifico	6-12-1920	Modena	Roma	Albo dei dottori commercialisti
212. Landi Adelmo	12- 9-1921	Massalombarda	Bologna	Albo dei ragionieri
213. Lazzari Costantino	5- 7-1931	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
214. Lazzarini Oscar	17-11-1905	Monticello Conte Otto	Vicenza	Albo dei dottori commercialisti
215. Levet Silvio	17- 5-1901	Frassino	Roma	Albo dei dottori commercialisti
216. Liguori Enrico	21- 4-1926	Napoli	Napoli	Albo dei ragionieri
217. Locati Gian Franco	12- 6-1926	Arcore	Monza	Albo dei ragionieri
218. Lodari Alfredo	1-11-1921	Cossonay (Svizzera)	S. Bernardino Verbano-Bieno	Albo dei ragionieri
219. Lombardo Antonino	4- 2-1911	Dinami	Roma	Non iscritto
220. Lotti Franco	5- 3-1920	Massa Marittima	Roma	Albo dei geometri
221. Loverre Francesco	26- 3-1907	Napoli	Roma	Non iscritto

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
222. Lucchini Piero	26- 3-1930	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
223. Mafferri Antonio	9- 6-1920	Roma	Roma	Non iscritto
224. Magaudda Letterio	3- 6-1901	Messina	Roma	Non iscritto
225. Maggi Giovanni	18- 4-1916	Caserta	Caserta	Albo dei dottori commercialisti
226. Magnani Oscar	5- 1-1911	Roma	Roma	Non iscritto
227. Malchiodi Luciano	6- 1-1927	Piacenza	Brescia	Albo dei dottori commercialisti
228. Mandelli Giovanni	26- 7-1906	Sesto S. Giovanni	Sesto S. Giovanni	Albo dei dottori commercialisti
229. Manfredda Costante	16- 5-1927	Saronno	Saronno	Non iscritto
230. Manfredi Francesco Paolo	13- 9-1897	Trani	Bari	Non iscritto
231. Mantellassi Aldo	9- 8-1906	Cerreto Guidi	Empoli	Albo dei ragionieri
232. Manzoni Cesare	13- 4-1930	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
233. Marchese Giuseppe	21- 1-1926	Catania	Catania	Albo dei ragionieri
234. Marchesi Pier Luigi	30-10-1919	Covo (Bergamo)	Milano	Non iscritto
235. Marchetto Donaldo	16- 2-1926	Ormea	Alba	Albo dei ragionieri
236. Marcialis Mario	5-10-1902	Cagliari	Cagliari	Non iscritto
237. Mares Odilio	10- 4-1921	Sedico	Roma	Non iscritto
238. Maresta Piero	1- 7-1930	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
239. Marroccia Francesco	26- 5-1916	Catania	Roma	Albo dei dottori commercialisti
240. Martone Arduino	20- 6-1906	Roma	Roma	Non iscritto
241. Marzili Pier Giovanni	2- 8-1932	Firenze	Firenze	Albo dei ragionieri
242. Massa Rosario	3- 3-1915	Palermo	Cremona	Albo dei dottori commercialisti
243. Mastrelli Massimo	4- 2-1932	Roma	Roma	Albo dei ragionieri
244. Mazza Gennaro	5- 1-1907	Napoli	Roma	Non iscritto
245. Medici Evian	10-10-1911	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
246. Melchiori Mario	15-11-1903	Cerea	Dolo (Venezia)	Albo dei dottori commercialisti
247. Melis Giammaria	3-11-1922	Genova	Genova	Albo dei dottori commercialisti
248. Mello Angelo	28- 2-1928	Valdobbiadene	Valdobbiadene	Albo degli avvocati
249. Menegoni Bruno	26- 9-1917	Venezia	Venezia	Albo dei dottori commercialisti
250. Mensi Lorenzo	26- 5-1930	Alessandria	Pietramarazzi	Albo dei dottori commercialisti
251. Mereghetti Alessandro	6- 7-1920	Abbiategrasso	Abbiategrasso	Albo dei ragionieri
252. Micalizzi Natale	19- 9-1929	Furci Siculo	Milano	Albo dei dottori commercialisti
253. Migliorino Edoardo	23- 8-1907	Siena	Roma	Non iscritto
254. Milani Franco	18-11-1932	Busto Arsizio	Busto Arsizio	Albo dei dottori commercialisti
255. Milella Vittorio	19-11-1911	Bari	Bari	Albo dei dottori commercialisti
256. Mollona Luigi	26- 1-1932	Galatina	Milano	Albo dei dottori commercialisti
257. Moretti Giovacchino	7- 3-1915	Fucecchio	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
258. Moriconi Alfredo	9-10-1930	Napoli	Roma	Non iscritto
259. Mormone Alfredo	28- 7-1893	Napoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
260. Morrone Luigi	16- 8-1926	Napoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
261. Mutschlechner Corrado	13-11-1910	Bolzano	Bolzano	Albo dei dottori commercialisti
262. Nuti Roberto	15- 5-1904	Genova	Genova	Non iscritto
263. Oddone Mario	22- 1-1900	Genova	Milano	Albo degli avvocati
264. Oggioni Giorgio	23- 1-1934	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
265. Omodei-Zorini Pietro	4-10-1907	Vercelli	Vercelli	Albo dei dottori commercialisti Elenco speciale
266. Orfei Alberto	27- 2-1919	Cellere	Varese	Albo dei ragionieri
267. Pacchiotti Flavio	23-11-1926	Giaveno (Torino)	Giaveno	Albo dei ragionieri
268. Palliccia Alessandro	26-10-1926	Cori	Latina	Albo dei dottori commercialisti
269. Paoletti Adriano	23- 7-1920	Firenze	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
270. Papaldo Giovanni	2- 4-1913	Catania	Roma	Non iscritto
271. Pastega Giovanni	2- 1-1911	Venezia	Venezia	Albo degli avvocati
272. Pastore Vincenzo	8- 3-1907	Pellezzano	Pescara	Albo degli avvocati
273. Pellegrini Giancarlo	26- 7-1919	Livorno	Genova Quarto	Non iscritto
274. Pelliccioni Roberto	20- 5-1912	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti
275. Pelù Gino	10- 8-1911	Massa	Massa	Albo dei dottori commercialisti

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
276. Pernice Luigi	30- 9-1905	Lecce	Varese	Albo dei dottori commercialisti
277. Peruzzi Gianfranco	1- 9-1925	S. Casciano Val di Pesa	S. Casciano Val di Pesa	Albo dei dottori commercialisti
278. Pietragnani Luigi	1- 1-1906	Verona	Roma	Non iscritto
279. Petraroli Daniele	29- 9-1913	Roma	Roma	Non iscritto
280. Pia Mario	28- 2-1936	Torino	Torino	Albo dei dottori commercialisti
281. Piantà Enrico	21- 9-1926	Torino	Torino	Non iscritto
282. Piantelli Angelo	6-12-1921	Capergnanica	Crema	Albo dei dottori commercialisti
283. Pica Alfonso	2- 4-1929	Napoli	Napoli	Albo dei ragionieri
284. Piepoli Giuseppe	9-10-1901	Bitonto	Bari	Albo dei dottori commercialisti Elenco speciale
285. Pieraccini Valentino	18- 5-1908	Pescia	Pescia	Non iscritto
286. Piersante Francesco	6- 4-1923	Paola	Cosenza	Albo dei dottori commercialisti
287. Pignataro Antonio	24- 2-1921	Napoli	Genova	Albo dei ragionieri
288. Pigozzi Giuseppe	20-10-1932	Parma	Parma	Albo dei dottori commercialisti
289. Pinello Girolamo	20- 7-1924	Palermo	Palermo	Albo dei ragionieri
290. Pini Arrigo	20-10-1922	Monaco (Princip.)	Milano	Albo dei dottori commercialisti
291. Pioltelli Gianbattista	18- 6-1929	Monza	Monza	Albo dei ragionieri
292. Pisano Domenico	26- 3-1936	Menaggio	Torino	Albo dei ragionieri
293. Pizzorno Osvaldo	22- 9-1908	Capriata d'Orba	Capriata di Orba	Albo dei dottori commercialisti
294. Poggi Longostrevi Leopoldo	4- 5-1897	Piacenza	Milano	Albo dei ragionieri
295. Politi Pilo	30-12-1920	Poggibonsi	Siena	Albo dei dottori commercialisti
296. Pollak Federico	4- 4-1887	Kasalka (Cecoslovacchia)	Roma	Non iscritto
297. Pollini Amedeo	24- 9-1905	Arezzo	Ancona	Non iscritto
298. Ponzani Emanuele	23-12-1931	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
299. Potito Lucio	10- 4-1938	Napoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
300. Pozzari Aldo	26-10-1923	Robecco d'Oglio	Cremona	Albo dei ragionieri
301. Pozzo Elio	2- 3-1928	Genova	Genova	Albo dei ragionieri
302. Prandi Giorgio	6- 2-1912	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti
303. Pratesi Piero	30- 8-1931	Firenze	Firenze	Albo dei ragionieri
304. Prete Cosimo	10- 3-1913	S. Vito dei Normanni	S. Vito dei Normanni	Non iscritto
305. Pretti Marino	2- 6-1920	Ragoli-Trento	Milano	Albo dei ragionieri
306. Quaglia Francesco	1- 9-1929	Cazzago Brabbia	Milano	Albo dei dottori commercialisti
307. Quagliano Aristide	14- 3-1907	Napoli	Napoli	Non iscritto
308. Quartodipalo Saverio	20- 9-1903	Trani	Milano	Albo dei dottori commercialisti
309. Ravetta Ugo	27-12-1933	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
310. Rebaudo Angelo	22- 2-1922	Castelvittorio	Sanremo	Albo dei dottori commercialisti
311. Rebecchini Filippo	26- 5-1934	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti
312. Rettore Luigi	8- 8-1902	Benevento	Benevento	Albo degli avvocati
313. Richieri Alessandro	16- 1-1937	Torino	Torino	Albo dei dottori commercialisti
314. Riffaldi Cesare	12- 1-1920	Pavia	Pavia	Albo dei dottori commercialisti
315. Rigoni Leonardo	29-12-1928	Asiago	S. Donà di Piave	Albo dei dottori commercialisti
316. Ripoli Antonio	6- 5-1924	Roma	Livorno	Albo dei dottori commercialisti
317. Ritucci Pasquale	30- 5-1903	Lucera	Torino	Albo dei ragionieri
318. Roma Edmondo	7- 4-1912	Genova	Genova	Albo dei dottori commercialisti
319. Rondelli Lino	22-10-1931	Faenza	Ravenna	Albo dei dottori commercialisti
320. Rossi Danilo	6- 8-1913	Reggio Emilia	S. Stefano Magra	Non iscritto
321. Rossi Renzo	8- 5-1922	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
322. Rovatti Enrico	2-10-1920	Modena	Modena	Albo dei dottori commercialisti
323. Rovetta Filippo	8-10-1935	Brescia	Milano	Albo dei dottori commercialisti
324. Rubboli Giovanni	6- 9-1934	Rimini	Milano	Albo dei ragionieri
325. Sabatini Ferruccio	18-10-1935	Reggio Emilia	Reggio Emilia	Albo dei ragionieri
326. Sacchi Cornelio	3- 9-1921	Pavia	Pavia	Albo dei ragionieri
327. Salatiello Giovanni	2- 7-1914	Cagliari	Palermo	Albo degli ingegneri
328. Salvo Giuseppe	14- 5-1927	S. Louis (U.S.A.)	Palermo	Albo dei notai

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
329. Sandri Marcello	23-12-1919	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
330. Santangelo Rosario	10- 5-1907	Catania	Catania	Non iscritto
331. Sapia Umberto	14- 6-1937	Anzio	Livorno	Albo dei ragionieri
332. Sardo Giuseppe	14- 7-1916	Catania	Livorno	Non iscritto
333. Sarlo Scipione Giuseppe	31-12-1911	Mileto	Roma	Non iscritto
334. Sarta Attilio	29- 9-1913	Modica	Milano	Albo dei dottori commercialisti
335. Scalerandi Bartolomeo	16- 5-1907	Macello (Torino)	Siena	Albo dei dottori commercialisti
336. Scanferla Sergio	18- 1-1933	Padova	Padova	Albo dei dottori commercialisti
337. Scarpa Amedeo	11- 6-1909	Venezia	Venezia	Albo dei dottori commercialisti
338. Schiavetto Angelo	17-12-1905	Roma	Roma	Non iscritto
339. Sclaverano Giuseppe	10- 8-1915	Vinovo (Torino)	Torino	Albo dei dottori commercialisti
340. Seno Aldo	13- 3-1925	Venezia	Bolzano	Albo dei dottori commercialisti
341. Sensini Giovanni	29- 4-1902	Firenze	Firenze	Albo dei ragionieri
342. Sesani Dino	30- 9-1924	Pola	Venezia	Albo dei dottori commercialisti
343. Setti Antonio	26-11-1902	Guiglia	Modena	Non iscritto
344. Siliato Vincenzo	12- 1-1925	Riposto	Monza	Albo dei dottori commercialisti
345. Simonetti Sergio	19- 9-1904	Roma	Roma	Non iscritto
346. Solaro Adriano	15-10-1906	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
347. Speca Sileno	26- 1-1928	Jesi	Bologna	Albo dei ragionieri
348. Spertino Giandomenico	3- 9-1932	Torino	Torino	Albo dei ragionieri
349. Tabocchini Pio	29- 4-1909	Portorecanati	Firenze	Albo dei ragionieri
350. Tabanelli Ugo	23- 1-1918	Roma	Roma	Non iscritto
351. Tamburini Paolo	23- 6-1907	Canelli	Genova	Albo dei dottori commercialisti
352. Tana Nicola	1- 1-1926	Lecce	Lecce	Non iscritto
353. Tassara Luigi Filippo	18- 1-1930	Genova	Genova	Albo dei dottori commercialisti
354. Tassi Mario	10- 4-1904	Pavia	Milano	Non iscritto
355. Tessari Carlo	21- 7-1934	Padova	Padova	Albo dei dottori commercialisti
356. Tibiletti Luigi	1- 4-1922	Gazzada Schianno	Varese	Albo dei ragionieri
357. Tomassetti Arnaldo	21- 1-1892	Rieti	Rieti	Non iscritto
358. Torrani Emanuele	21-12-1931	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
359. Torre Sergio	19- 4-1923	Torino	Torino	Albo degli ingegneri
360. Torrente Giuseppe	30-3-1929	Paceco	Genova	Procuratore legale
361. Torrini Tebaldo	13- 3-1909	Firenze	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
362. Tosi Wera	6- 5-1905	Ancona	Milano	Albo dei ragionieri
363. Trizza Angelo	24-10-1909	S. Vito dei Normanni	S. Vito dei Normanni	Non iscritto
364. Trotta Federico	17-10-1902	Fuscaldo	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
365. Uccelli Giovanni Battista	18- 2-1899	Firenze	Firenze	Albo dei ragionieri
366. Ungari Piero	7- 7-1935	Firenze	Palermo	Albo dei dottori commercialisti
367. Varsi Agostino	28- 3-1902	Cagliari	Milano	Non iscritto
368. Vassallo Vincenzo	13-10-1931	Aversa	Aversa	Albo dei ragionieri
369. Venezia Carmine	16- 9-1927	Nocera Inferiore	Tortona	Albo dei ragionieri
370. Ventura Antonio	18-10-1899	Miglionico	Roma	Non iscritto
371. Veronelli Angelo	21-12-1924	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
372. Verrucchi Spartaco	6- 8-1905	Massa Marittima	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
373. Verrusio Alfredo	13- 8-1912	Napoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
374. Verticchio Giulio	13-11-1897	Roma	Roma	Albo dei ragionieri
375. Vezzoso Stefano	12- 6-1902	Albissola Marina	Milano	Non iscritto
376. Viano Paolo	21- 4-1921	Torino	Vische	Albo dei dottori commercialisti
377. Vida Franco	7- 2-1915	Milano	Firenze	Albo dei ragionieri
378. Villa Antonio	13- 6-1933	Monza	Monza	Albo dei ragionieri
379. Vozza Tommaso	21- 5-1925	Casagiove	Casagiove	Non iscritto
380. Zaccari Alfonso	19- 7-1925	Cuneo	Casagiove	Non iscritto
381. Zadra Luigi	19-11-1930	S. Michele all'Adige	Milano	Albo dei dottori commercialisti

Roma, addì 9 gennaio 1967

Il presidente della Commissione centrale: dott. Pietro PITTIRUTI

(586)

DECRETO MINISTERIALE 20 gennaio 1967.

Revoca della autorizzazione a produrre preparati galenici nella officina farmaceutica appartenente alla ditta « Laboratorio Chimico Farmaceutico MALPER » sita in La Spezia.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il proprio decreto n. 2324 in data 27 gennaio 1959, con il quale la ditta « Laboratorio Chimico Farmaceutico MALPER » del dott. Attilio Perioli fu autorizzata a produrre nella propria officina farmaceutica preparati galenici nelle forme farmaceutiche di soluzioni iniettabili, soluzioni in genere, sciroppi, polveri, cachets (cialdini), suppositori e pomate;

Vista la comunicazione in data 3 dicembre 1966, con la quale il titolare della Ditta in parola ha dichiarato di voler rinunziare all'autorizzazione concessa con il decreto ministeriale suindicato;

Visto l'art. 144 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, sostituito dall'art. 2 della legge 1° maggio 1941, n. 422;

Decreta:

E' revocata nei confronti della ditta « Laboratorio Chimico Farmaceutico MALPER » del dott. Attilio Perioli l'autorizzazione a produrre nella officina farmaceutica sita in La Spezia, via Persio, n. 5 (ora n. 49) preparati galenici nelle forme farmaceutiche di soluzioni iniettabili, soluzioni in genere, sciroppi, polveri, cachets (cialdini), suppositori e pomate.

Il medico provinciale di La Spezia è incaricato della notificazione e della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 20 gennaio 1967

Il Ministro: MARIOTTI

(869)

DECRETO MINISTERIALE 21 gennaio 1967.

Nuove forme di pagamento delle tasse automobilistiche per gli autocarri e rimorchi, autobus e rimorchi importati temporaneamente dal Belgio ed appartenenti a persone residenti stabilmente in Belgio.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 18 della legge 21 maggio 1955, n. 463, il quale prevede la facoltà di stabilire nuove forme di pagamento delle tasse automobilistiche;

Decreta:

Art. 1.

Gli autocarri e i rimorchi adibiti al trasporto di cose e gli autobus e relativi rimorchi, importati temporaneamente dal Belgio, appartenenti a persone residenti stabilmente in Belgio, sono soggetti in Italia al pagamento di un trecentosessantesimo della tassa annuale di circolazione per ogni giorno (o frazione) di permanenza in Italia.

In ogni caso la tassa non può essere inferiore a tre trecentosessantesimi.

Il trattamento tributario di cui sopra è subordinato alla reciprocità di trattamento.

Art. 2.

Il presente decreto ha effetto dal 1° febbraio 1967.

Roma, addì 21 gennaio 1967

Il Ministro: PRETI

(942)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA DIFESA

Rettifiche apportate a precedenti decreti di concessione di ricompense al valor militare

Decreto presidenziale 9 novembre 1966 registrato alla Corte dei conti, addì 27 dicembre 1966 registro n. 81 Esercito, foglio n. 181

I seguenti decreti relativi a concessioni di ricompense al valor militare sono rettificati come qui di seguito indicato:

Regio decreto 14 settembre 1919, registrato alla Corte dei conti il 7 ottobre 1919, registro n. 148 Guerra, foglio n. 25 (Bollettino ufficiale 1919, dispensa 85, pagina 5348):

Baldaccini Abramo, da Modena - frazione Baggiovara - caporal maggiore 210° Reggimento fanteria, matricola 5699. Il cognome viene così rettificato: Baldazzini. Inoltre il luogo di nascita è: Prignano sulla Secchia (Modena).

Regio decreto 31 agosto 1919, registrato alla Corte dei conti il 25 settembre 1919, registro n. 147 Guerra, foglio n. 5 (Bollettino ufficiale 1919, dispensa 78, pagina 4944):

Glosci Florindo, da Mongrassano (Cosenza), soldato 145° Reggimento fanteria. Il cognome viene così rettificato: Gliosci.

Decreto luogotenenziale 11 aprile 1918, registrato alla Corte dei conti il 27 maggio 1918, registro n. 88 Guerra, foglio n. 35 (Bollettino Ufficiale 1918, dispensa 26, pagina 2002):

Macchi Carlo, da Varese (Como), da « soldato compagnia mitragliatrici Reggimento fanteria » a « bersagliere 4° Reggimento bersaglieri ».

Decreto presidenziale 20 dicembre 1948, registrato alla Corte dei conti il 12 gennaio 1949, registro n. 1 Esercito, foglio 330 (Bollettino ufficiale 1949, dispensa 4, pagina 668):

Niccolini Ippolito, di Paolo e di Viviani Telene, da Firenze, classe 1916, caporal maggiore Gruppo Battaglioni CC.NN. La denominazione del reparto viene così rettificata: Gruppo Battaglioni GG.FF.

Decreto presidenziale 22 dicembre 1941, registrato alla Corte dei conti il 22 gennaio 1942, registro n. 2 Guerra, foglio 209 (Bollettino ufficiale 1942, dispensa 26, pagina 1809):

Schinetti Sergio, di Basilio e di Aravicchia Maria, da Frassinolo (Modena), viene rettificato in Schenetti Sergio, di Basilio e di Aravecchia Maria, da Frassinoro (Modena).

(583)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Lipari ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 20 gennaio 1967, il comune di Lipari (Messina), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.695.670, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(856)

Autorizzazione al comune di San Luca ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di San Luca (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 45.256.259, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(841)

Autorizzazione al comune di Villa San Giovanni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Villa San Giovanni (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 175.167.436, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(842)

Autorizzazione al comune di Pignola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Pignola (Potenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.504.017, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(843)

Autorizzazione al comune di Grumento Nova ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Grumento Nova (Potenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.178.790, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(844)

Autorizzazione al comune di San Mauro Forte ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di San Mauro Forte (Matera), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 32.939.788, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(845)

Autorizzazione al comune di Montalbano Ionico ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Montalbano Ionico (Matera), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 176.058.856, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(846)

Autorizzazione al comune di Irsina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Irsina (Matera), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 106.114.682, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(847)

Autorizzazione al comune di Ferrandina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Ferrandina (Matera), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 68.558.790, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(848)

Autorizzazione al comune di Monteleone di Puglia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Monteleone di Puglia (Foggia), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.759.080, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(851)

Autorizzazione al comune di Giurdignano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Giurdignano (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.435.890, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(849)

Autorizzazione al comune di Stornarella ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Stornarella (Foggia), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 30.154.450, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(850)

Autorizzazione al comune di Faeto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Faeto (Foggia), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.038.587, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(852)

Autorizzazione al comune di Bovino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Bovino (Foggia), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 52.776.120, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(853)

Autorizzazione al comune di Torano Castello ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Torano Castello (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 25.621.419, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(854)

Autorizzazione al comune di Spezzano Piccolo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 gennaio 1967, il comune di Spezzano Piccolo (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 23.999.752, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(855)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Concorso per esame mediante colloquio ad un posto di consigliere di 2ª classe nel ruolo organico della carriera direttiva del personale tecnico delle telecomunicazioni (tabella C) dell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni, riservato agli assistenti universitari ordinari.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e le successive modificazioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, recante le norme di esecuzione del testo unico suddetto;

Vista la legge 27 febbraio 1958, n. 119, concernente le disposizioni particolari sullo stato giuridico e sull'ordinamento delle carriere del personale dipendente dall'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni;

Vista la legge 31 dicembre 1961, n. 1406, contenente integrazioni e modificazioni alla predetta legge n. 119;

Vista la legge 18 marzo 1958, n. 349, recante norme sullo stato giuridico ed economico degli assistenti universitari;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 aprile 1959, n. 117, che detta norme di applicazione dell'art. 7 della citata legge n. 349, relativo al passaggio degli assistenti universitari ordinari nei ruoli di altre pubbliche Amministrazioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 19;

Atteso che alla data del 30 novembre 1966, nel ruolo organico della carriera direttiva del personale tecnico delle telecomunicazioni dell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni, erano disponibili quattordici posti;

Considerato che, ai sensi della tabella annessa al decreto del Presidente della Repubblica 16 aprile 1959, n. 177, un decimo dei suddetti posti — tenuto conto dei quozienti frazionari ottenuti negli anni precedenti — deve essere messo a concorso per esame mediante colloquio tra gli assistenti universitari ordinari;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esame mediante colloquio ad un posto di consigliere di 2ª classe nel ruolo organico della carriera direttiva del personale tecnico delle telecomunicazioni (tabella *C*) dell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni.

Il concorso è riservato agli assistenti universitari ordinari in possesso dei seguenti requisiti:

1) siano nominati, in seguito a concorso, ai sensi dell'art. 130 del testo unico delle leggi sull'istruzione superiore (regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592), e successive modifiche e del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1172, modificato e ratificato con legge 24 giugno 1950, n. 465 ed ulteriormente modificato con legge 18 marzo 1958, n. 349;

2) abbiano almeno cinque anni di effettivo e lodevole servizio quali assistenti di ruolo, alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

3) siano assistenti ordinari presso una delle cattedre dei corsi di laurea indicati dal successivo art. 2.

Art. 2.

Prescindendo dal limite massimo di età, sono ammessi al concorso gli aspiranti che, oltre ad essere in possesso dei requisiti di cui al precedente art. 1, siano anche muniti del diploma di laurea in ingegneria elettronica o in ingegneria elettrotecnica, ovvero del diploma di laurea in ingegneria di altro tipo purchè corredato del diploma di specializzazione postuniversitario in materia di telecomunicazioni, conseguito presso una Facoltà di ingegneria della Repubblica o presso l'Istituto superiore delle poste e delle telecomunicazioni, ovvero del diploma di laurea in chimica o in fisica.

Inoltre, gli aspiranti laureati in ingegneria debbono essere forniti del diploma comprovante di aver superato l'esame di Stato per l'esercizio della professione ovvero del certificato di abilitazione provvisoria.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 400 in conformità dello schema esemplificativo di cui all'allegato *B*, dovranno pervenire a mezzo assicurata convenzionale o essere presentate direttamente al Ministero delle poste e delle telecomunicazioni - Direzione centrale per il personale - Ufficio concorsi, via del Seminario, Roma, entro e non oltre il 31 marzo 1967.

Le domande potranno anche essere presentate, entro il termine suddetto, alle Direzioni provinciali delle poste e delle telecomunicazioni.

Non si terrà conto delle domande che risulteranno presentate o che perverranno dopo il 31 marzo 1967.

Gli organi centrali e periferici autorizzati all'accettazione diretta delle domande, dopo aver apposto su ciascuna di esse — all'atto della presentazione — il bollo a data, dovranno rilasciare al candidato apposita ricevuta contenente il bollo a data e la firma del funzionario ricevente.

Gli uffici stessi cureranno, quindi, il tempestivo inoltro al competente Ufficio concorsi delle domande accettate.

Gli aspiranti dovranno essere in possesso di tutti i requisiti richiesti dal presente decreto e dovranno dichiarare nella domanda:

a) cognome e nome (scritti in carattere stampatello se la domanda non sia dattiloscritta);

b) la data ed il luogo di nascita ed il preciso domicilio;

c) il titolo di studio posseduto, con l'esatta denominazione di esso, l'Università o l'Istituto che lo ha rilasciato e la data in cui è stato conseguito;

d) di essere in possesso del diploma di abilitazione all'esercizio professionale ovvero del certificato di abilitazione provvisoria (per i soli candidati laureati in ingegneria);

e) l'Università o l'Istituto di istruzione universitaria dal quale dipendono, indicando la durata del servizio prestato in qualità di assistente universitario di ruolo, la cattedra del corso di laurea presso cui sono applicati, nonchè i giudizi complessivi riportati nel quiquennio precedente;

f) di essere disposti, in caso di nomina, a raggiungere qualsiasi destinazione.

La firma che gli aspiranti apporranno in calce alla domanda dovrà essere autenticata dal rettore dell'Università o dal capo dell'Istituto di istruzione universitaria presso il quale gli aspiranti medesimi prestano servizio.

Dalle domande deve risultare, altresì, il recapito cui indirizzare eventuali comunicazioni.

L'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni non assume alcuna responsabilità per eventuali ritardi o disguidi di partecipazione ai candidati in dipendenza di inesatte indicazioni del recapito o di variazioni di indirizzo non tempestivamente comunicate.

Art. 4.

I requisiti per l'ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data del 31 marzo 1967. I requisiti che costituiscono titolo di preferenza per la nomina, anche se vengono ad essere posseduti dopo la scadenza del termine suddetto, possono essere documentati entro il termine stabilito dal primo comma del successivo art. 9.

Art. 5.

L'ammissione al concorso potrà essere negata, per difetto dei requisiti prescritti, con decreto motivato del Ministro.

Art. 6.

La Commissione esaminatrice, da nominarsi con decreto ministeriale, sarà composta da un presidente scelto tra i magistrati amministrativi o ordinari con qualifica non inferiore a consigliere di Stato o corrispondente e da altri quattro membri, due dei quali docenti universitari delle materie su cui verte la prova di esame e due impiegati delle carriere direttive della Amministrazione con qualifica non inferiore a direttore di divisione. Le funzioni di segretario saranno disimpegnate da un impiegato delle carriere direttive dell'Amministrazione con qualifica non inferiore a consigliere di seconda classe.

Art. 7.

L'avviso di presentazione all'esame sarà dato ai singoli candidati almeno venti giorni prima di quello in cui essi dovranno sostenerlo.

Per essere ammessi all'esame i candidati dovranno esibire, quale documento di identità personale, il libretto ferroviario non scaduto di validità ovvero altro idoneo documento di riconoscimento (tessera postale, porto d'armi, patente automobilistica, passaporto, carta di identità).

Art. 8.

L'esame consterà di un colloquio in base al programma annesso al presente decreto (allegato *A*).

Il punto minimo necessario per il conseguimento della idoneità è di sette decimi.

Al termine di ogni seduta dedicata alla prova di esame la Commissione esaminatrice formerà l'elenco dei candidati esaminati con l'indicazione del voto da ciascuno riportato.

L'elenco, sottoscritto dal presidente e dal segretario della Commissione, sarà affisso nel medesimo giorno nell'albo della Amministrazione.

Art. 9.

I concorrenti che avranno superato la prova di esame saranno invitati con lettera raccomandata a presentare (con le stesse modalità previste dal precedente art. 3) al Ministero delle poste e delle telecomunicazioni - Direzione centrale per il personale - Ufficio concorsi, entro il termine perentorio di giorni trenta dalla data di ricevimento della raccomandata, gli eventuali documenti relativi ai titoli di preferenza nella nomina, di cui alle seguenti lettere:

a) i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole debbono produrre lo stato di famiglia, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza, in carta da bollo e di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento della raccomandata. I capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stesso certificato che la famiglia è costituita da almeno sette figli viventi, compresi tra essi anche i figli caduti in guerra;

b) gli ex combattenti e categorie assimilate ed i partigiani combattenti dovranno produrre, oltre alla copia dello stato di servizio o del foglio matricolare militare — in bollo — annotata delle eventuali benemerenze di guerra, anche la prescritta dichiarazione integrativa, su carta da bollo;

c) i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra, i promossi per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale per merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

d) i reduci dalla prigionia dovranno produrre, oltre alla copia dello stato di servizio o del foglio matricolare militare — in bollo — anche la prescritta attestazione di prigionia, su carta da bollo;

e) i reduci civili della deportazione e dall'internamento, compresi quelli per motivi di persecuzione razziale, dovranno produrre un'attestazione, su carta da bollo, del prefetto della Provincia in cui l'interessato risiede;

f) i profughi dai territori di confine, dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia, dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, dai territori esteri, da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra, dovranno comprovare il riconoscimento della loro qualifica mediante un'attestazione, su carta da bollo, rilasciata dal prefetto della Provincia in cui l'interessato risiede.

I profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia potranno anche presentare il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa italiana;

g) i mutilati e gli invalidi di guerra o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite o lesioni riportate in occasione degli avvenimenti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato, i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra, i mutilati ed invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, i mutilati ed invalidi alto-atesini già facenti parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè i mutilati ed invalidi della repubblica sociale italiana di cui alla legge 24 novembre 1961, n. 1298, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero il certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione di invalidità, in carta semplice, rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, in cui siano indicati i documenti, in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido e la categoria di pensione;

h) i mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di questa e la categoria e la voce dell'invalidità da cui sono colpiti ovvero il mod. 69-*ter* rilasciato, secondo i casi, dalla Amministrazione centrale al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità, o dagli Enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948 (*Gazzetta Ufficiale* 8 aprile 1948, n. 83);

i) i mutilati ed invalidi civili, dovranno produrre una dichiarazione, su carta da bollo, rilasciata dall'Ufficio provinciale del lavoro dal quale sono stati iscritti nel ruolo dei mutilati ed invalidi civili, formato ai sensi e per gli effetti dell'art. 6 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539;

l) i mutilati ed invalidi del lavoro dovranno produrre una dichiarazione, su carta da bollo, rilasciata dalla competente Sezione provinciale dell'Associazione nazionale mutilati e invalidi del lavoro, dalla quale risulti che sono stati iscritti nell'elenco provinciale previsto dall'art. 5 della legge 14 ottobre 1966, n. 851;

m) gli orfani di guerra o della lotta di liberazione o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o per azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato o per azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, gli orfani dei perseguitati politici antifascisti o razziali di cui all'art. 2, terzo comma, della legge 10 marzo 1955, n. 96, gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della repubblica sociale italiana, gli orfani dei caduti alto-atesini che appartennero alle forze armate tedesche di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, nonchè i figli dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, dovranno presentare un certificato, su carta da bollo, rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra. In tale categoria rientrano anche gli orfani di madre deceduta per fatto di guerra, ai sensi della legge 23 febbraio 1960, n. 92;

n) gli orfani dei caduti per servizio produrranno un certificato, su carta da bollo, rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n. 142;

o) gli orfani dei caduti sul lavoro dovranno produrre una dichiarazione, su carta da bollo, rilasciata dalla competente Sezione provinciale dell'Associazione nazionale mutilati e invalidi del lavoro, dalla quale risulti che sono stati iscritti nell'elenco provinciale previsto dall'art. 5 della legge 14 ottobre 1966, n. 851;

p) i figli dei mutilati ed invalidi di guerra e delle categorie di mutilati ed invalidi indicati nella precedente lettera *g*) dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato, su carta da bollo, del sindaco del Comune di residenza, attestante la categoria di pensione di cui fruisce il padre o la madre;

q) i figli dei mutilati ed invalidi per servizio dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato, su carta da bollo, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza, attestante che il padre o la madre fruiscono di pensione e la categoria di essa.

I figli dei mutilati e degli invalidi del lavoro, di cui alla legge 14 ottobre 1966, n. 851, produrranno apposita attestazione, su carta da bollo, rilasciata dalla Associazione nazionale mutilati e invalidi del lavoro;

r) le madri, le vedove non rimaritate e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti indicati nelle precedenti lettere *m*) ed *n*) o dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito a eventi di guerra dovranno presentare un certificato, su carta da bollo, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza.

Le madri e le sorelle vedove o nubili dei caduti sul lavoro, di cui alla legge 14 ottobre 1966, n. 851, produrranno apposita attestazione, su carta da bollo, rilasciata dalla Associazione nazionale mutilati e invalidi del lavoro;

s) le vedove dei caduti sul lavoro dovranno produrre una dichiarazione, su carta da bollo, rilasciata dalla competente sezione provinciale dell'Associazione nazionale mutilati e invalidi del lavoro, dalla quale risulti che sono state iscritte nell'elenco provinciale previsto dall'art. 5 della legge 14 ottobre 1966, n. 851;

t) i concorrenti che abbiano prestato lodevole servizio, a qualunque titolo, per non meno di un anno nell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni dovranno produrre:

copia integrale in competente bollo dello stato matricolare con l'indicazione dei giudizi complessivi riportati, se trattasi di servizio di ruolo organico o aggiunto;

certificato su carta da bollo dal quale risultino gli estremi del provvedimento di assunzione in servizio, nonchè la data di inizio, la durata e la natura del servizio stesso, se trattasi di servizio non di ruolo;

u) coloro che abbiano frequentato con esito favorevole i corsi di preparazione e di integrazione previsti dall'art. 150 dello statuto degli impiegati civili dello Stato approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, dovranno produrre un certificato, su carta da bollo, rilasciato dai competenti organi.

Tutti i candidati hanno l'obbligo di presentare i documenti sopra elencati in carta da bollo, eccettuati quelli indicati alle lettere *g*) ed *h*). Non è consentito fare riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni, compresi quelli prodotti all'Azienda di Stato per i servizi telefonici.

Allo scopo di consentire agli uffici autorizzati all'accettazione diretta il riscontro dei documenti presentati, i candidati dovranno allegare una lista — in duplice copia — dei documenti prodotti.

Gli uffici dovranno operare il riscontro dei documenti, senza peraltro entrare nel merito della loro regolarità, restituendo al candidato uno degli elenchi con il bollo a data a titolo di ricevuta.

Gil uffici stessi cureranno, quindi, il tempestivo inoltro al competente ufficio concorsi dei documenti accettati.

Non si terrà conto dei documenti che risulteranno presentati o che perverranno dopo la scadenza del termine stabilito dal primo comma del presente articolo.

Art. 10.

La graduatoria generale di merito dei concorrenti idonei verra formata secondo l'ordine dei punti riportati.

A parità di voti saranno applicate le preferenze di cui ai commi quarto e quinto dell'art. 5 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e successive modificazioni.

La graduatoria definitiva sarà approvata con decreto ministeriale, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego, da pubblicarsi nel Bollettino ufficiale del Ministero delle poste e delle telecomunicazioni. Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

I posti del concorso saranno assegnati secondo l'ordine di graduatoria.

Art. 11.

Il concorrente utilmente incluso nella graduatoria definitiva sarà invitato con lettera raccomandata a presentare (con le stesse modalità previste dal precedente art. 9) al Ministero delle poste e delle telecomunicazioni - Direzione centrale per il personale - Ufficio concorsi, entro il termine perentorio di giorni quarantacinque dalla data di ricevimento della raccomandata, a pena di decadenza, i seguenti documenti:

1) copia integrale, in competente bollo, dello stato matricolare, rilasciato dal Ministero della pubblica istruzione, con l'indicazione dei giudizi complessivi riportati nell'ultimo quinquennio.

A tale documento dovrà essere aggiunta un'attestazione dell'Amministrazione da cui i candidati dipendono, su carta da bollo, dalla quale risulti se siano stati o meno sottoposti a procedimento penale o disciplinare;

2) certificato del rettore dell'Università o del capo dell'Istituto d'istruzione universitaria, su carta da bollo, attestante che il candidato, alla data di scadenza del termine di presentazione della domanda (31 marzo 1967) aveva almeno cinque anni di effettivo e lodevole servizio quale assistente di ruolo presso una delle cattedre indicate al precedente art. 2;

3) diploma originale di laurea di cui al precedente art. 2. In luogo del predetto diploma, il candidato potrà produrre copia di esso, in carta da bollo, autenticata da un notaio o dai pubblici ufficiali di cui all'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678.

Qualora l'Istituto presso cui è stato conseguito il titolo di studio non avesse ancora rilasciato il diploma originale, è consentita la presentazione del certificato provvisorio di diploma, su carta legale, dal quale risulti che esso lo sostituisce a tutti gli effetti.

Il candidato che sia in possesso del diploma di specializzazione post-universitario in materia di telecomunicazioni, conseguito presso una Facoltà di ingegneria della Repubblica o presso l'Istituto superiore delle poste e delle telecomunicazioni, produrrà anche l'originale o la copia autentica del predetto diploma in competente bollo;

4) diploma originale o copia autentica, su carta da bollo, comprovante il superamento dell'esame di Stato per l'esercizio della professione ovvero il certificato di abilitazione provvisoria (per i soli candidati laureati in ingegneria);

5) certificato, su carta da bollo, rilasciato da un medico provinciale o militare o dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza o dal medico condotto, dal quale risultino la generalità complete del candidato e che questi è di sana e robusta costituzione fisica ed esente da difetti ed imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio e che è stato sottoposto all'accertamento sierologico del sangue previsto dall'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837 e dall'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 27 ottobre 1962, n. 2056.

Nel certificato il medico deve dichiarare la sua qualità; non sono ammessi certificati rilasciati da altri medici.

Nel caso che l'aspirante abbia una qualsiasi imperfezione, questa deve essere specificatamente menzionata con la dichiarazione che essa non menomi l'attitudine fisica all'impiego.

Per i mutilati ed invalidi di guerra e categorie assimilate, per i mutilati ed invalidi per servizio e per i mutilati ed invalidi civili, il certificato deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza e contenere, oltre ad una esatta descrizione della natura e del grado di invalidità, nonchè delle condizioni attuali risultanti dall'esame obiettivo, la dichiarazione se l'aspirante possa riuscire di pregiudizio alla salute e sicurezza dei compagni di lavoro e l'apprezzamento se le sue condizioni fisiche lo rendano idoneo al disimpegno delle mansioni dell'impiego per il quale concorre. Anche nel suddetto certificato dovrà essere precisato che è stato eseguito l'accertamento sierologico del sangue previsto dall'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837 e dall'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 27 ottobre 1962, n. 2056.

L'Amministrazione si riserva, in ogni caso, la facoltà di sottoporre a visita medica i candidati per i quali lo ritenga necessario.

Tutti i candidati hanno l'obbligo di presentare i documenti sopra elencati in carta da bollo.

I documenti indicati nei numeri 1), 2) e 5) debbono essere rilasciati in data non anteriore di tre mesi a quella di ricevimento della lettera raccomandata di cui al primo comma del presente articolo.

Non è consentito fare riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni, compresi quelli prodotti all'Azienda di Stato per i servizi telefonici.

La mancata o tardiva presentazione anche di un solo documento comporta la decadenza dalla nomina.

Il candidato è tenuto a riscontrare l'esattezza delle generalità (cognome, nome, luogo e data di nascita) riportate su ciascun documento, nonchè ad accertare se tutti i documenti siano conformi, sotto ogni aspetto, a quelli prescritti nel presente bando.

Art. 12.

Il vincitore del concorso che, entro il termine perentorio di cui all'art. 11, documenterà di essere in possesso di tutti i requisiti prescritti dal presente bando, sarà nominato in prova, con la decorrenza prevista dall'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 16 aprile 1959, n. 177, per un periodo non inferiore a sei mesi con la qualifica di consigliere di 2ª classe e con le competenze iniziali spettanti a tale qualifica.

Trascorso tale periodo, sarà, previo giudizio favorevole del Consiglio di amministrazione, definitivamente nominato in ruolo con decreto del Ministro.

Nel caso di giudizio sfavorevole il periodo di prova è prorogato di altri sei mesi al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, il Ministro dichiarerà la risoluzione del rapporto d'impiego con decreto motivato. In tal caso spetterà all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

Il candidato che avrà conseguito la nomina in prova, qualora non assuma servizio senza giustificato motivo entro il termine stabilito, decadrà dalla nomina ed il suo posto verrà conferito ad altro candidato idoneo, secondo l'ordine di graduatoria.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Bollettino ufficiale del Ministero delle poste e delle telecomunicazioni.

Roma, addì 5 dicembre 1966

Il Ministro: SPAGNOLLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 gennaio 1967
Registro n. 3, foglio n. 93

ALLEGATO *A*

PROGRAMMA DI ESAME

L'esame consisterà in un colloquio vertente sulle seguenti materie:

I) Fondamenti di elettrotecnica e di elettronica:

1) Campi elettrici e magnetici.
2) Campo elettromagnetico rapidamente variabile. Equazioni fondamentali di Maxwell.
3) Grandezze alternative sinusoidali e grandezze alternative di forma qualsiasi.
4) Applicazione delle leggi e dei teoremi generali della elettrotecnica alla soluzione di problemi sui circuiti elettrici lineari a costanti concentrate.
5) Tubi elettronici a vuoto ed a gas.
6) Transistori.
7) Cenni sulla costituzione dei filtri elettrici.
8) Cenni sulla costituzione di circuiti raddrizzatori, amplificatori ed oscillatori.
9) Misure di tensione, di corrente, di potenza, ponti di misura, oscilloscopi.
10) Teoria generale dei trasformatori. Cenni sulle macchine asincrone e sui motori e generatori in corrente continua.
11) Cenni sulle macchine sincrone.
12) Problemi di alimentazione di apparecchiature elettroniche dalla rete di distribuzione, da batterie di pile ed accumulatori, da gruppi moto-generatori.

II) Trasmissione ed elaborazione delle informazioni:

1) Circuiti a costanti distribuite: linee elettriche omogenee. Equazioni della propagazione.
2) Segnali periodici, aperiodici, aleatori.
3) Serie di Fourier e trasformata di Laplace.
4) Fondamenti della Teoria delle informazioni.
5) Rumore e distorsione.
6) Segnali modulati in ampiezza, in frequenza, ad impulsi ed a codice.

III) Sistemi di comunicazioni elettriche:

1) Segnali telegrafici, trasmettitori e ricevitori telegrafici.
2) Il segnale telefonico; l'apparato telefonico.
3) Reti telefoniche a commutazione manuale e automatica.
4) Il segnale televisivo; esplorazione e ricostruzione dell'immagine.
5) Trasmissione telefonica a grande distanza su linee, su cavi a coppie simmetriche e su cavi coassiali; sistemi a correnti vettrici; amplificatori controreazionati;
6) Irradiazione, propagazione, captazione di onde elettromagnetiche di diversa frequenza; antenne per microonde; guide d'onda;
7) Trasmettitori radio elettrici; struttura generale; circuiti modulatori; amplificatori di potenza;
8) Ricevitori radio elettrici; struttura generale; amplificazione a frequenza intermedia; circuiti rivelatori;
9) Metodi di calcolo di strutture meccaniche per linee aeree e per antenne.

IV) Elementi della teoria dei controlli automatici: (Cenni sulla struttura dei sistemi a controlli automatici. Cenni sulla stabilità dei sistemi di controllo automatico. Generalità sull'automazione di processi operativi e sui principi di funzionamento dei calcolatori numerici ed analogici).

V) Elementi di contabilità generale dello Stato.

VI) Diritti, doveri, incompatibilità e responsabilità degli impiegati pubblici.

VII) Nozioni sull'ordinamento dell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni.

VIII) Criteri di gestione dei servizi di Telecomunicazione. Gestione diretta ed in concessione.

Il Ministro: SPAGNOLLI

ALLEGATO *B*

Schema esemplificativo della domanda da redigere su carta da bollo da L. 400

Al Ministero delle poste e delle telecomunicazioni - Direzione centrale per il personale - Ufficio concorsi - Via del Seminario — ROMA

Il sottoscritto . . . . nato a . . . . (prov. di . . . .) il . . . . . . domiciliato a . . . . in via . . . . n. . . chiede di essere ammesso al concorso per esame mediante colloquio ad un posto di consigliere di 2ª classe nel ruolo organico della carriera direttiva del personale tecnico delle telecomunicazioni (tabella *C*) della Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni.

A tal fine dichiara, sotto la propria responsabilità:

a) di essere in servizio presso l'Università di . . . . dal . . . . in qualità di assistente universitario ordinario nominato, in seguito a concorso ai sensi dell'art. 130 del testo unico delle leggi sull'istruzione superiore (regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592) e successive modifiche e del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1172, modificato e ratificato con legge 24 giugno 1950, n. 465, ed ulteriormente modificato con legge 18 marzo 1958, n. 349;

b) di aver prestato effettivo e lodevole servizio, sin dalla data di nomina in ruolo, presso la cattedra di . . . . . del corso di laurea di . . . . . riportando nel quinquennio precedente i seguenti giudizi complessivi . . . .;

c) di essere in possesso del diploma di laurea in . . . . conseguito presso l'Università di . . . . in data . . . .;

d) di essere in possesso del diploma di abilitazione all'esercizio professionale (ovvero del certificato di abilitazione provvisoria) conseguito in data . . . . (1);

e) di essere disposto, in caso di nomina, a raggiungere qualsiasi destinazione.

Data . . . .

Firma . . . . (2)

Indirizzo presso il quale si desidera che vengano inviate le eventuali comunincazioni . . . .

(1) Tale dichiarazione è necessaria solo per i candidati laureati in ingegneria.

(2) La firma dell'aspirante dovrà essere autenticata dal rettore dell'Università o dal capo dell'Istituto di istruzione universitaria presso il quale presta servizio.

(706)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Concorso per esame a due posti di ingegnere, nella carriera direttiva del ruolo tecnico del Corpo delle miniere, riservato agli assistenti universitari ordinari.

IL DIRETTORE GENERALE DEGLI AFFARI GENERALI

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, riguardante il testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, riguardante le norme di esecuzione del predetto testo unico;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, e la legge 18 marzo 1958, n. 228, recanti nuove norme sulle documentazioni amministrative e sulla legalizzazione di firme;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 gennaio 1964, n. 2, concernente il riordinamento dei ruoli del Ministero dell'industria e del commercio;

Vista la legge 18 marzo 1958, n. 349, contenente norme sullo stato giuridico ed economico degli assistenti universitari;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 aprile 1959, n. 177, concernente l'applicazione dell'art. 7 della citata legge 18 marzo 1958, n. 349, relativo al passaggio degli assistenti universitari ordinari delle Università nei ruoli di altre pubbliche Amministrazioni;

Ritenuto che, in base alle disponibilità di organico, alla data del 30 novembre 1966, nella qualifica iniziale della carriera direttiva del ruolo tecnico del Corpo delle miniere, può essere bandito un concorso per esame a due posti di ingegnere nella carriera direttiva del ruolo tecnico del Corpo delle miniere, riservato agli assistenti universitari ordinari;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esame a due posti di ingegnere, nella carriera direttiva del ruolo tecnico del Corpo delle miniere, riservato agli assistenti universitari ordinari di cui alla legge 18 marzo 1958, n. 349.

Art. 2.

Requisiti per l'ammissione

Per l'ammissione al concorso occorre che gli aspiranti alla data del 31 marzo 1967:

a) siano in possesso della laurea in ingegneria mineraria o civile o industriale conseguita nelle Facoltà di ingegneria o istituti superiori equiparati dello Stato.

Non sono ammessi titoli di studio equipollenti;

b) siano nominati assistenti ordinari in seguito a concorso, ai sensi dell'art. 130 del testo unico delle leggi sull'istruzione superiore (regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592) e successive modifiche e del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1172, modificato e ratificato con legge 24 giugno 1950, n. 465 ed ulteriormente modificato con legge 18 marzo 1956, n. 349;

c) abbiano almeno cinque anni di effettivo e lodevole servizio quali assistenti di ruolo;

d) siano assistenti ordinari presso le cattedre previste per gli insegnamenti del corso di laurea relativo al titolo di studio richiesto per la partecipazione al presente concorso o presso cattedre dichiarate equivalenti ai sensi dell'art. 1, secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 16 aprile 1959, n. 177.

d) abbiano l'idoneità fisica all'impiego.

Per l'ammissione al concorso si prescinde dal limite di età.

I suddetti requisiti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso.

L'Amministrazione ha facoltà di sottoporre i vincitori a visita medica di controllo.

L'esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta con decreto motivato dal Ministro.

Art. 3.

Domanda di ammissione. Termini e modalità.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta bollata, debbono pervenire al Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato - Direzione generale degli affari generali - Ispettorato generale del personale - Divisione II (concorsi) via Molise, 2 - Roma, non oltre il 31 marzo 1967 tramite l'Università o l'Istituto di istruzione superiore di appartenenza.

In calce alla domanda deve essere apposta la firma dell'aspirante di proprio pugno che dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo in cui gli aspiranti stessi risiedono. Tale autenticazione della firma può essere sostituita dal visto apposto sulla domanda dal rettore dell'Università o Istituto presso il quale l'aspirante presta servizio.

Nella domanda di ammissione i candidati debbono dichiarare:

a) il cognome e nome;

b) il luogo e data di nascita;

c) l'indirizzo attuale; i concorrenti hanno l'obbligo di comunicare al Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato (Direzione generale degli affari generali - Ispettorato generale del personale - Divisione II (concorsi) via Molise, 2 - Roma) gli eventuali cambiamenti del loro recapito.

L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità nel caso di irreperibilità del destinatario;

d) il titolo di studio, indicando l'Università o l'Istituto che lo ha rilasciato nonché la data in cui è stato conseguito;

e) la lingua estera (di cui all'art. 4 del presente decreto) nella quale intendono sostenere la prova;

f) di essere diposti, in caso di nomina, a raggiungere qualsiasi destinazione.

Alla domanda dovranno essere allegati i seguenti documenti:

1) copia integrale dello stato matricolare rilasciata dal Ministero della pubblica istruzione i cui singoli fogli dovranno essere muniti di marche da bollo da L. 400. Dette marche dovranno essere debitamente annullate. A tale documento dovrà essere aggiunta una attestazione dell'Amministrazione stessa su carta bollata dalla quale risulti se i candidati siano stati o meno sottoposti a procedimento penale o disciplinare;

2) attestato di continuato e lodevole servizio, rilasciato dal rettore, su carta bollata, da cui risulti anche la cattedra presso la quale l'aspirante è assistente ordinario;

3) certificato, su carta bollata, rilasciata da un medico militare e dal medico provinciale ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che il candidato è fisicamente idoneo al servizio continuativo ed incondizionato nello impiego al quale concorre.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal bollo a data apposto dal Ministero.

Art. 4.

Programma d'esame

L'esame consisterà in un colloquio vertente sulle seguenti materie:

A) scienza delle costruzioni: elasticità e resistenza dei materiali; sollecitazioni semplici e composte, linea elastica dei solidi ad esse rettilineo; sistemi statisticamente indeterminati; travi continue; sistemi reticolari, strutture e collegamenti nelle opere metalliche e nelle opere in legno; membrature in cemento armato;

B) meccanica applicata alle macchine, statica, cinematica e dinamica delle macchine; ruote dentate e loro proporzionamento; trasmissione di potenza per funi; cinghie, catene e loro proporzionamento; freni; regolazione del moto periodico e della velocità di regime; misura del lavoro meccanico; elementi costruttivi delle macchine e degli impianti meccanici, macchine di sollevamento e di trasporto; macchine idrauliche; motrici ed operatrici; generatori di vapore e macchine a vapore; motori a scoppio ed a combustione interna; compressori e macchine operatrici ad aria compressa;

C) fisica tecnica: la trasmissione del calore, termometria, fondamenti di termodinamica generale ed applicata; cicli teorici di funzionamento delle macchine termiche, e delle macchine refrigeranti; produzione, utilizzazione, ricupero e controllo del calore; moto dei fluidi: impianti di riscaldamento, di ventilazione e di condizionamento di aria; impianti di illuminazione;

D) elettrotecnica; leggi di Ohm, Joule e Kirchhoff; ponte di Weatstone, condensatori; energia elettrostatica, magnetismo ed elettromagnetismo; curve di magnetizzazione e di isteresi; potenza dissipata per isteresi; sistemi monofasi e polifase sinusoidali; collegamenti a stella e poligonale; correnti periodiche non sinusoidali; circuiti oscillanti; trasformatori; motori asincroni trifasi; alternatori trifasi; motori sincroni trifasi; macchine a corrente continua; motori a collettore a corrente alternata; conversione dell'energia elettrica; gruppo moto-generatore; convertitrice; raddrizzatori elettronici e termoionici; accumulatori; strumenti di misura industriali.

Impianti a bassa tensione: linee e cavi. Protezione degli impianti elettrici. Apparecchi di manovra;

E) nozioni di legislazione mineraria;

F) nozioni di statistica;

G) nozioni di diritto amministrativo;

H) lingua estera a scelta del candidato tra il francese, l'inglese e il tedesco (traduzione di brani tecnici).

Art. 5.

Commissione esaminatrice

La Commissione esaminatrice del concorso, da nominare con successivo decreto, sarà composta: da un presidente scelto tra i magistrati amministrativi o ordinari con qualifica non inferiore a consigliere di Stato o corrispondente e da altri quattro membri due dei quali docenti universitari delle materie su cui vertono le prove di esame e due impiegati delle carriere direttive della Amministrazione con qualifica non inferiore a direttore di divisione.

Le funzioni di segretario saranno disimpegnate da un impiegato della carriera direttiva dell'Amministrazione con qualifica non inferiore a consigliere di seconda classe.

Alla Commissione saranno inoltre aggregati membri aggiunti per gli esami di lingue estere e per materie speciali.

Art. 6.
Svolgimento della prova di esame

La prova di esame avrà luogo in Roma nei giorni che saranno stabiliti con successivo decreto.
Il diario della prova sarà comunicato ai candidati ammessi al concorso almeno venti giorni prima dell'inizio della prova stessa.
Del diario della prova di esame è dato avviso, nello stesso termine, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Art. 7.
Esito della prova di esame

La prova di esame non si intende superata se il candidato non ottenga almeno la votazione di sette decimi.
Al termine di ogni seduta dedicata alla prova di esame la Commissione giudicatrice forma l'elenco dei candidati esaminati, con l'indicazione del voto da ciascuno riportato.
L'elenco, sottoscritto dal presidente e dal segretario della Commissione, è affisso nel medesimo giorno nell'albo della Amministrazione.

Art. 8.
Graduatoria

La graduatoria del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati e sarà approvata con decreto ministeriale da pubblicarsi nel Bollettino ufficiale del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato.
Di tale pubblicazione si darà notizia mediante avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.
A parità di merito saranno applicate le preferenze di cui all'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e dell'art. 1 della legge 27 febbraio 1958, n. 130, nonché degli articoli 53, 54 e 55 della legge 13 marzo 1958, n. 365 e dell'art. 2 della legge 3 aprile 1958, n. 467.

Art. 9.
Nomina dei vincitori

I vincitori del concorso saranno assunti in qualità di ingegnere nella carriera direttiva del ruolo tecnico del Corpo delle miniere (ex coeff. 271), con la decorrenza prevista dall'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 16 aprile 1959, numero 177, citato nelle premesse.
I vincitori che nei termini stabiliti non assumano regolare servizio, senza giustificato motivo, decadono dalla nomina.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 16 dicembre 1966

Il direttore generale: CANTAMAGLIA

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 *gennaio* 1967
Registro n. 1, *foglio n.* 360

(892)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Riapertura dei termini di partecipazione al concorso a ventidue posti di insegnante di arte applicata negli Istituti e scuole di istruzione artistica.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto ministeriale 2 maggio 1963, registrato alla Corte dei conti il 7 agosto 1963, registro n. 54 Pubblica istruzione, foglio n. 51 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 22 agosto 1963, con il quale sono stati indetti concorsi a ventidue posti di insegnante di arte applicata negli Istituti di istruzione artistica;
Tenuto conto che, durante la fase di preparazione dei concorsi in parola, molti candidati per effetto della legge 28 luglio 1961, n. 831, hanno trovato conveniente sistemazione, sì che il numero degli effettivi partecipanti è da presumersi fortemente ridotto;
Considerato che per tali motivi appare opportuno la riapertura dei termini di partecipazione ai concorsi stessi;

Decreta:

Il termine per la partecipazione ai concorsi previsti dal citato decreto ministeriale 2 maggio 1963, è riaperto.
Le nuove domande di ammissione, redatte su carta da bollo da L. 400 con le modalità indicate nel predetto bando, devono pervenire, corredate dalla documentazione e dai titoli, al Ministero della pubblica istruzione - Ufficio concorsi scuole medie - Divisione II, entro il termine di sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.
Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 12 novembre 1966

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *dicembre* 1966
Registro n. 105 *Pubblica istruzione, foglio n.* 308

(396)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI TERNI

Avviso di rettifica

Nel decreto di costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Terni alla data del 30 novembre 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 321 del 22 dicembre 1966, la qualifica del componente Sganga dott. Carlo viene rettificata in « ispettore generale medico del Ministero della sanità ».

(629)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.